



# L'ENGAGEMENT DE 10 ANS DU CANADA

EN MATIÈRE DE SANTÉ  
ET DE DROITS DANS  
LE MONDE

---

Rapport annuel : 2021-2022

This document is also available in English under the title: *10-year Commitment to Global Health and Rights - Annual Report Fiscal Year 2020-2021*

Sauf avis contraire, le contenu de ce document peut, sans frais ni autre permission, être reproduit en tout ou en partie et par quelque moyen que ce soit à des fins personnelles ou publiques, mais non à des fins commerciales. La reproduction et la distribution à des fins commerciales sont interdites sans la permission d'Affaires mondiales Canada.

Affaires mondiales Canada

125, promenade Sussex

Ottawa ON K1A 0G2

Canada

Téléphone :

1-800-267-8376 (sans frais au Canada)

613-944-4000 (dans la région de la capitale nationale et à l'extérieur du Canada)

Si vous êtes sourd ou malentendant, ou si vous avez un trouble de la parole et utilisez un téléscripteur, vous pouvez accéder au service ATS de 9 h à 17 h, heure de l'Est, en composant le numéro 613-944-9136 (au Canada seulement).

Site Web : [www.international.gc.ca](http://www.international.gc.ca)

Courriel : [info@international.gc.ca](mailto:info@international.gc.ca)

© Sa Majesté le Roi du chef du Canada, représenté par le ministre du Développement international et ministre responsable de l'Agence de développement économique du Pacifique Canada, 2023

N° de cat. FR2-32F-PDF



## I. Résumé

L'Engagement de 10 ans du Canada en matière de santé et de droits dans le monde (l'Engagement de 10 ans) repose sur plus de 20 ans de leadership canadien en santé mondiale. Il s'agit de l'engagement sectoriel le plus important et le plus long du gouvernement en matière d'aide au développement international. L'Engagement de 10 ans est un mécanisme clé pour nous permettre d'atteindre les objectifs du Programme de développement durable à l'horizon de 2030. Il s'inspire du leadership dont nous faisons preuve depuis longtemps sur la scène mondiale dans le domaine de la santé et de la nutrition. Le rapport correspond à un jalon important, prévu dans notre cadre de responsabilisation de l'Engagement de 10 ans. Il présente de l'information transparente et opportune sur la manière dont nos investissements améliorent les résultats en matière de santé. Ce rapport fournit un résumé financier de la deuxième année de mise en œuvre de cette initiative, soit du 1<sup>er</sup> avril 2021 au 31 mars 2022. Il met également en évidence les principaux résultats obtenus dans le cadre de notre programmation, de nos politiques et de nos activités de promotion dans les domaines suivants :

- la santé mondiale
- la santé et les droits sexuels et reproductifs complets (SDSR)
- une nutrition tenant compte du genre.

Le rapport de 2021-2022 sur l'Engagement de 10 ans montre que, comme prévu, nous continuons d'augmenter nos dépenses pour atteindre la cible fixée, soit une moyenne de 1,4 milliard de dollars par an d'ici 2023-2024, dont 700 millions de dollars pour la SDSR. Au cours de l'année 2021-2022, notre financement en vertu de l'Engagement de 10 ans a continué de protéger les investissements des pays en santé mondiale des répercussions de la pandémie de COVID-19. Cela comprend des investissements dans les services de santé essentiels, la prévention des maladies infectieuses, la SDSR et la nutrition. Voici les points saillants :

- En 2021-2022, dans le cadre de l'Engagement de 10 ans, un investissement total de 1,278 milliard de dollars en santé mondiale, ce qui représente une augmentation de 2 % par rapport à l'année précédente. Ces fonds ont été investis dans près de 605 projets réalisés avec plus de 366 partenaires.
- Une augmentation de 14 % de l'investissement dans les programmes de SDSR, dont 567,49 millions de dollars investis, par rapport à 496 millions de dollars en 2020-2021.
- 208,2 millions de dollars investis dans la programmation globale des domaines négligés de la SDSR, ce qui représente une augmentation de 22 % par rapport à la somme de 170,9 millions de dollars investie en 2020-2021. Les investissements ont augmenté dans les 5 domaines négligés, ce qui s'explique par la capacité accrue du Ministère à enregistrer les dépenses liées aux domaines négligés dans 3 domaines qui relevaient autrefois des services de santé reproductive plus généraux.
- Conformément à la [Politique d'aide internationale féministe \(PAIF\)](#), 65 % des investissements bilatéraux et multilatéraux en matière de santé ont été consacrés à la région de l'Afrique subsaharienne. Sur les 10 principaux pays bénéficiaires du financement de l'Engagement de 10 ans, 8 se trouvaient en Afrique subsaharienne.
- La pandémie de COVID-19 est demeurée un défi important au cours de l'année 2021-2022. Nous avons déboursé un surplus ponctuel de 465 millions de dollars (non inclus dans le cadre de l'Engagement de 10 ans) en 2021-2022. Cette somme nous a permis de continuer à jouer un rôle de leader dans le cadre des efforts déployés à l'échelle mondiale pour lutter contre la



COVID-19, notamment pour garantir un accès équitable aux vaccins, aux traitements et aux diagnostics.

- En 2021-2022, pour faire progresser la PAIF et nos priorités en matière de santé mondiale, notre ministre du Développement international a continué à les promouvoir auprès des parties prenantes et dans les tribunes internationales.

Lors du premier atelier des parties prenantes à l'Engagement de 10 ans, en février 2023, les participants ont réagi au premier rapport de l'Engagement de 10 ans qui couvrait 2020-2021. Conformément au cadre de responsabilité de l'Engagement de 10 ans, le présent rapport intègre les précieux commentaires que nous avons reçus. Il présente des exemples de résultats obtenus dans l'ensemble du portefeuille de la santé mondiale, et fait état du rôle de gouvernance du Canada au sein des conseils d'administration des principaux partenaires multilatéraux de la santé mondiale.

L'augmentation des investissements en santé mondiale en 2021-2022, en particulier dans la SDSR, reflète l'engagement continu du gouvernement du Canada à améliorer les résultats en matière de santé et à combler les graves lacunes que connaît le secteur de la santé dans le monde.



## II. Table des matières

I.	Résumé.....	2
II.	Table des matières.....	4
III.	Introduction.....	5
IV.	2021-2022 : bilan d'une année dans l'Engagement de 10 ans.....	7
	Mise à jour sur les déclarations financières de l'Engagement de 10 ans.....	7
	Accroissement des dépenses dans le cadre de l'Engagement de 10 ans.....	7
	Investissements par région en vertu de l'Engagement de 10 ans.....	8
	Investissements en vertu de l'Engagement de 10 ans par type de partenaire.....	9
	Principaux investissements multilatéraux.....	10
	Mesure du rendement de l'Engagement de 10 ans à l'aide d'indicateurs de rendement clé.....	11
V.	Progrès réalisés dans le cadre de l'Engagement de 10 ans.....	11
	Santé mondiale.....	11
	Santé et droits sexuels et reproductifs.....	14
	Nutrition.....	23
	Politiques et défense des droits.....	26
VI.	COVID-19 : La riposte et la reprise.....	28
VII.	Transparence, participation et apprentissage.....	30
VIII.	Regard vers l'avenir.....	31
	Annexe I - Dépenses totales ajustées de 2020-2021.....	33
	Annexe II - Résultats des efforts multilatéraux.....	34



## III. Introduction

En juin 2019, le gouvernement du Canada a annoncé l'Engagement de 10 ans du Canada en matière de santé et de droits dans le monde (l'Engagement de 10 ans)<sup>1</sup> visant à augmenter le financement de la santé mondiale entre 2020 et 2030 pour atteindre une moyenne de 1,4 milliard de dollars par année d'ici 2023-2024. Sur ce montant, 700 millions de dollars par année en moyenne seront investis dans la santé et les droits sexuels et reproductifs (SDSR), et tout particulièrement dans les domaines négligés suivants :

- l'avortement sécuritaire et les soins post-avortement
- l'éducation complète à la sexualité
- la planification familiale et les moyens de contraception
- la promotion et la réforme en matière de SDSR
- la prévention à la violence sexuelle et fondée sur le genre (VSFG) et la réponse face à celle-ci

L'Engagement de 10 ans représente notre engagement financier sectoriel le plus long et le plus important dans le domaine de l'aide au développement international. Il s'agit également d'un engagement clé pour faire progresser la santé et les droits des femmes et des filles, conformément à la Politique d'aide internationale féministe (PAIF).

L'Engagement de 10 ans est une initiative de financement clé que le Canada a mise en place dans le but d'atteindre les objectifs de développement durable (ODD) à l'horizon de 2030, dont, plus particulièrement, l'ODD 3 (Bonne santé et bien-être) et l'ODD 2 (Faim « zéro »). Il contribue également à l'ODD 5 (Égalité entre les sexes), à l'ODD 6 (Eau propre et assainissement), à l'ODD 10 (Inégalités réduites) et à l'ODD 16 (Paix, justice et institutions efficaces). Il s'appuie sur les partenariats de longue date du Canada avec des organisations de la société civile (OSC) et des organisations bilatérales ou multilatérales qui œuvrent dans le secteur de la santé et de la nutrition. Il prend le relais de 3 initiatives canadiennes pour la santé dans le monde :

- 2010 à 2015 : [l'Initiative de Muskoka sur la santé des mères, des nouveau-nés et des enfants](#) (2,85 milliards de dollars)
- 2016 à 2020 : renouvellement de l'Initiative de Muskoka sur la santé des mères, des nouveau-nés et des enfants (3,5 milliards de dollars);
- 2017 à 2020 : Sa voix, son choix (650 millions de dollars).

La SDSR constitue un volet majeur des investissements et de l'exercice de leadership dans le cadre de l'Engagement de 10 ans. En plus de promouvoir la SDSR, nous continuons de faire preuve de leadership en matière de prévention et de contrôle des maladies infectieuses dans le monde, ainsi qu'en matière de santé et de nutrition des mères et des enfants. Nous soutenons depuis longtemps ses grands partenaires pour la santé mondiale dans ces domaines, notamment le Fonds mondial de lutte contre le

---

<sup>1</sup> Annonce de l'Engagement de 10 ans par le premier ministre et document d'information :

- [Le gouvernement du Canada réalise un investissement sans précédent pour promouvoir la santé et les droits des femmes et des filles à travers le monde](#)
- [Le Canada rehausse son engagement à l'égard de la santé et de la nutrition mondiales au-delà de 2020](#)



sida, la tuberculose et le paludisme; Gavi, l'Alliance du vaccin; le Mécanisme de financement mondial pour les femmes, les enfants et les adolescents (connu par son acronyme en anglais, le GFF); l'Initiative mondiale pour l'éradication de la poliomyélite (IMEP); l'Organisation mondiale de la Santé (OMS); le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP); le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF); le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA (ONUSIDA); le Partenariat Halte à la tuberculose et Nutrition International.

L'Engagement de 10 ans est accompagné d'un cadre de responsabilisation élaboré avec les parties prenantes canadiennes et étrangères. Conformément à ce cadre de responsabilisation, Affaires mondiales Canada (AMC) publie le présent rapport annuel pour faire état des progrès enregistrés dans le cadre de l'Engagement de 10 ans. Le Ministère organise aussi un atelier annuel destiné aux parties prenantes afin de les informer et de discuter des prochaines activités et des efforts de promotion qui seront déployés. Le rapport de cette année tient compte des commentaires que les partenaires ont formulés au sujet du premier rapport sur l'Engagement de 10 ans, présenté lors du premier atelier des parties prenantes, en février 2023. On y trouvera donc plus de renseignements sur les résultats obtenus dans l'ensemble de la filière de la santé et de la nutrition, ainsi qu'une description plus étoffée de la manière dont nous mettons en œuvre les priorités de la PAIF et de l'Engagement de 10 ans grâce à nos investissements multilatéraux.

Depuis le début de l'Engagement en 2020, et jusqu'en 2022, nous avons accru ces investissements pour la santé dans le monde dans l'objectif d'atteindre la cible annoncée, soit une moyenne de 1,4 milliard de dollars par année d'ici à 2023-2024. Le [rapport de 2020-2021 sur l'Engagement de 10 ans](#) fait état de dépenses de base de 1,25 milliard de dollars, dont 755 millions de dollars pour la santé et la nutrition et 496 millions pour les investissements destinés à la promotion de la SDSR entre le 1<sup>er</sup> avril 2021 et le 31 mars 2022.

Ce rapport fait état de l'augmentation de nos dépenses et met en évidence les résultats obtenus entre le 1<sup>er</sup> avril 2021 et le 31 mars 2022 grâce aux efforts de promotion, à la politique et la programmation.



## IV. 2021-2022 : bilan d'une année dans l'Engagement de 10 ans

### Mise à jour sur les déclarations financières de l'Engagement de 10 ans

Les principales sources de financement de l'Engagement de 10 ans sont les suivantes : l'enveloppe d'Affaires mondiales Canada (AMC) consacrée à l'aide internationale (cela inclut les contributions aux institutions financières internationales); la part destinée à l'aide internationale de la contribution statutaires d'AMC à la santé à l'OMS; l'aide internationale que le ministère des Finances Canada accorde à l'Association internationale de développement de la Banque mondiale et les dépenses en aide internationale que le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) du Canada octroie en matière de santé mondiale et de SDRS<sup>2</sup>. On trouvera à l'annexe I les chiffres ajustés de 2020-2021 qui correspondent aux sources de financement ci-dessus.

Les investissements effectués dans l'Engagement de 10 ans font l'objet d'un suivi thématique qui repose sur la méthodologie de codage de l'Engagement de 10 ans d'AMC. La méthodologie de codage de l'Engagement de 10 ans repose sur [les codes sectoriels du Canada](#). Ces derniers s'inspirent [des codes du Comité d'aide au développement \(CAD\) de l'Organisation de coopération et de développement économiques \(OCDE\)](#), la norme mondiale suivie par les donateurs bilatéraux, dont le Canada.

Conformément à la [Loi sur la responsabilité en matière d'aide au développement officielle \(ODAA\)](#), le [Rapport statistique sur l'aide internationale](#) fait état des dépenses globales du Canada dans le secteur de l'aide internationale, ce qui comprend des sources de dépenses autres que ce qui est comptabilisé dans l'Engagement de 10 ans.

### Accroissement des dépenses dans le cadre de l'Engagement de 10 ans

Au cours de 2021-2022, les investissements totaux au titre de l'Engagement de 10 ans se sont élevés à 1,278 milliard de dollars. Cela représente une augmentation de 27,1 millions de dollars (ou 2 %) par rapport à 2020-2021. Sur ce montant, 564,49 millions de dollars ont été investis dans la SDRS, ce qui représente une augmentation de 71,61 millions de dollars (ou 14 %) par rapport à l'année précédente. Nos dépenses pour d'autres programmes de santé mondiale se sont élevées à 710,51 millions de dollars.

Le financement du Canada visant à faire face à la crise causée par la COVID-19 en 2020 et en 2021 a permis d'intervenir de manière vigoureuse et rapide. Ce financement a aussi joué un rôle important dans la protection des investissements fondamentaux du Canada dans d'autres domaines de la santé dans le monde (prestation de services de santé de base, maladies infectieuses, SDRS et nutrition). Sur les fonds qu'AMC a consacrés à la riposte à la pandémie de COVID-19, une part importante provenait d'un financement supplémentaire ponctuel accordé au Ministère, sans lien avec le financement de l'Engagement de 10 ans. Au cours de 2021-2022, la riposte mondiale à la COVID-19 est passée de la phase des interventions urgentes à celle de la reprise, de la prévention et de la préparation à de futures

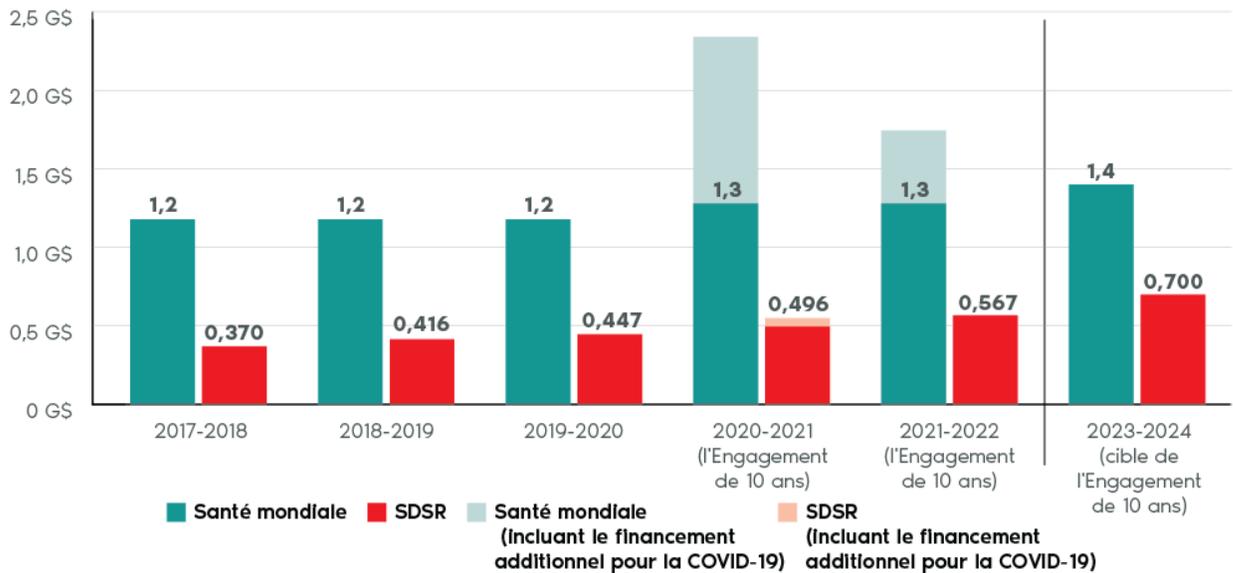
---

<sup>2</sup> Le financement du [Centre de recherches pour le développement international \(CRDI\)](#) est inclus dans l'Engagement de 10 ans, étant donné que l'objectif principal du CRDI est de contribuer à l'atteinte des objectifs de développement international et que, conformément à la [Loi sur la responsabilité en matière d'aide au développement officielle](#), dans le Rapport statistique sur l'aide internationale, il est comptabilisé dans l'ADO du Canada.



situations d'urgence sanitaires. Par conséquent, le financement que le Canada consacre aux aspects sanitaires de la pandémie (en dehors de l'Engagement de 10 ans) a été réduit de 57 %. Il est passé de 1 086 millions de dollars (2020-2021) à 465 millions de dollars (2021-2022).

Graphique 1 - Déboursés pour la santé mondiale et la SDSR avant et pendant l'Engagement de 10 ans

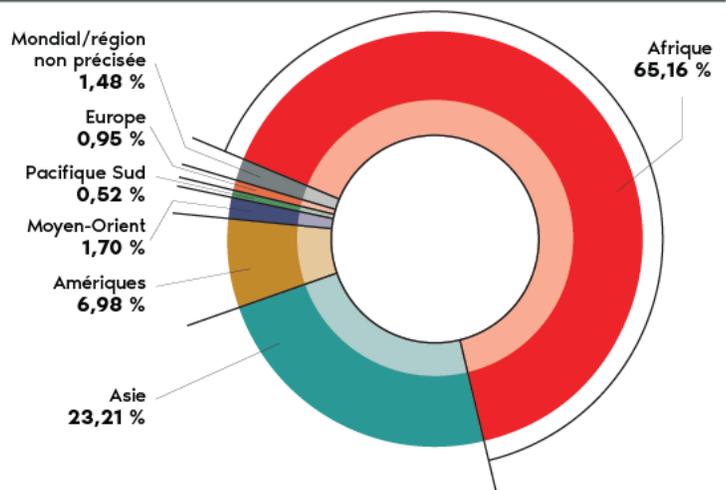


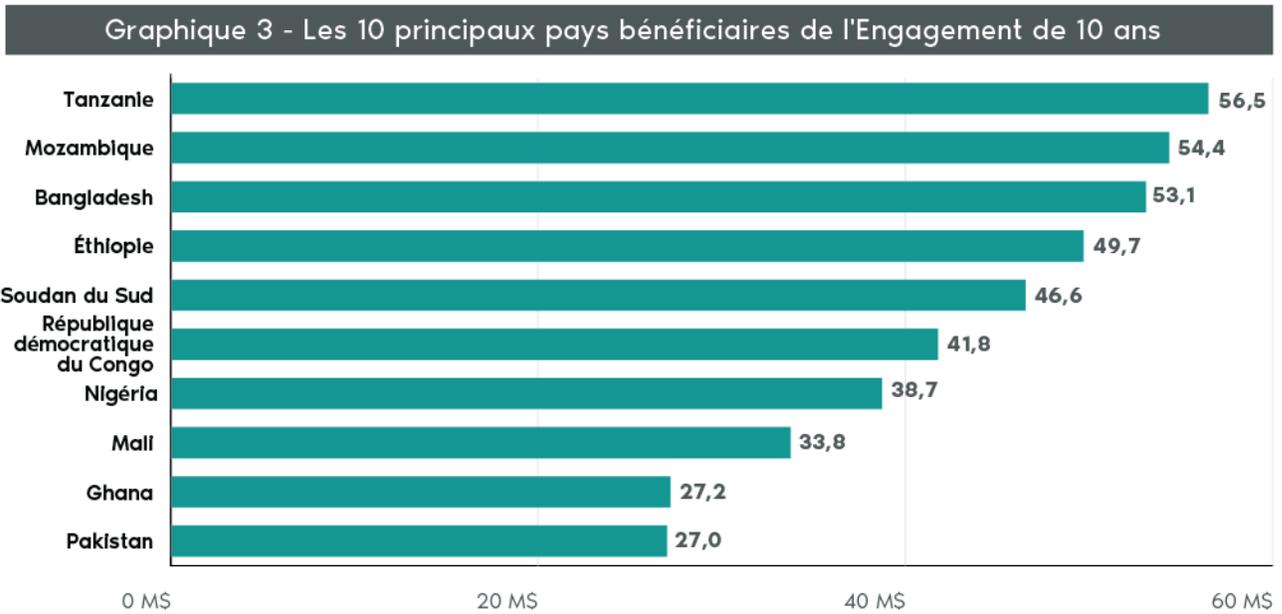
## Investissements par région en vertu de l'Engagement de 10 ans

Une répartition régionale des investissements dans la santé mondiale montre que la majorité des investissements bilatéraux et multilatéraux visent la région de l'Afrique subsaharienne (65 %). Cela contribue directement à l'objectif de la PAIF, qui est de consacrer 50 % de toute l'aide internationale du Canada à cette région.

Au cours de l'année 2021-2022, 8 des 10 principaux pays bénéficiaires se trouvaient en Afrique subsaharienne.

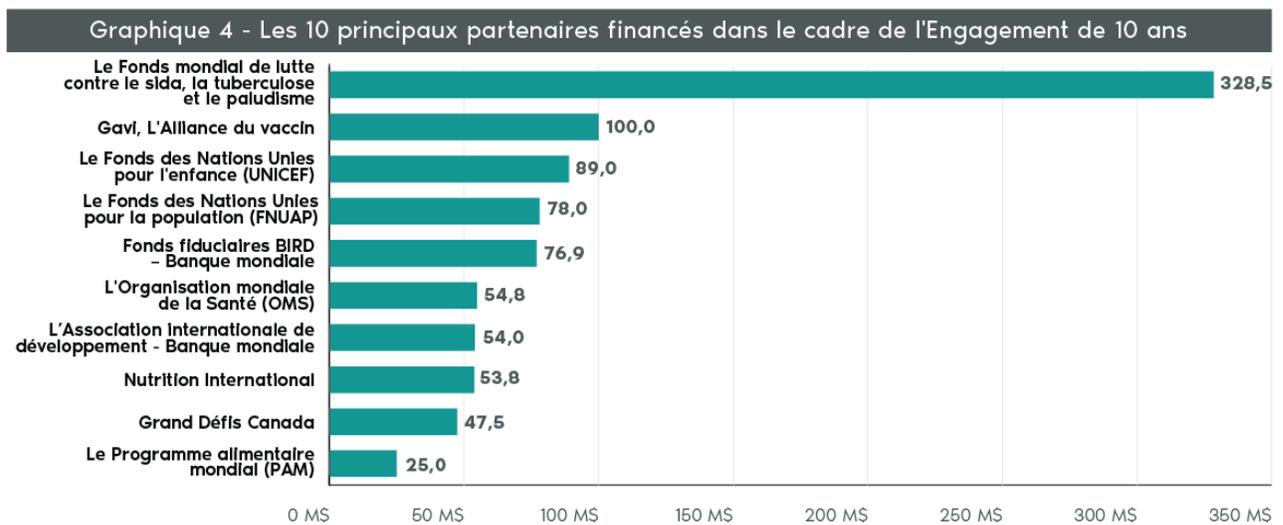
Graphique 2 - Investissements de l'Engagement de 10 ans par région géographique





## Investissements en vertu de l'Engagement de 10 ans par type de partenaire

Nous mettons en œuvre l'Engagement de 10 ans en soutenant des plateformes multilatérales et mondiales qui s'occupent de santé, ainsi qu'en établissant des partenariats directs avec des gouvernements et des OSC au Canada ou sur la scène internationale, y compris dans les pays bénéficiaires. Au cours de 2021-2022, l'Engagement de 10 ans a été mis en œuvre par l'intermédiaire de 605 projets réalisés avec 366 partenaires. Sur les 10 principaux bénéficiaires du financement de l'Engagement de 10 ans, composés de partenaires multilatéraux, d'OSC canadiennes et de partenaires de SDRS et de nutrition, le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme est celui qui a reçu la plus grande part de financement.

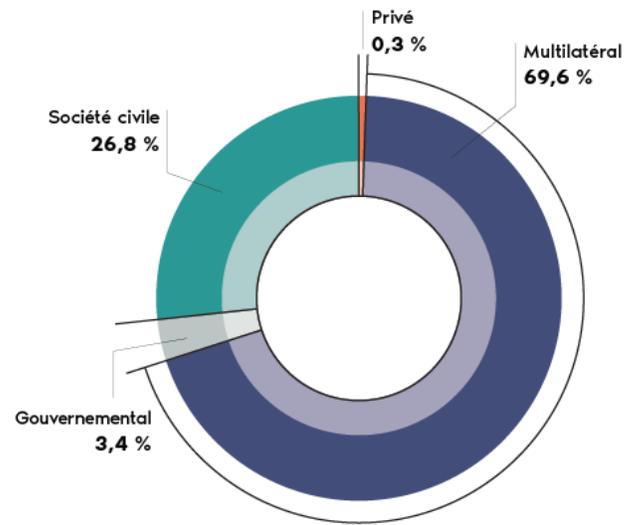


En 2021-2022, la majorité des financements ont été acheminés par l'intermédiaire d'organisations multilatérales (69,6 %), avec un montant significatif acheminé par l'intermédiaire d'OSC (26,8 %).

## Principaux investissements multilatéraux

Au sein du secteur de la santé mondiale, nous sommes membre du conseil d'administration du Fonds mondial, de Gavi, l'Alliance du vaccin (Gavi), de Nutrition International, du Mécanisme de financement mondial pour la santé des femmes, des enfants et des adolescents (connu sur son acronyme anglais GFF), d'UNICEF, du FNUAP, d'ONUSIDA, de l'Initiative pour l'éradication de la poliomyélite (IMEP) et du Partenariat Halte à la tuberculose. Nos investissements contribuent aux résultats globaux obtenus par ces organisations. De plus, à titre de membre du conseil d'administration de ces partenaires, nous participons activement aux activités de gouvernance et de reddition de comptes. Notre financement et notre influence garantissent que les priorités canadiennes visant à faire progresser l'égalité entre les genres, la nutrition et la SDRS se reflètent dans les priorités et les structures de ces organisations. On trouvera à l'annexe II une description des principaux résultats multilatéraux et de l'influence que nous avons exercée au sein de ces conseils d'administration en 2021-2022.

Graphique 5 - Pourcentage du financement de l'Engagement de 10 ans par type de partenaire



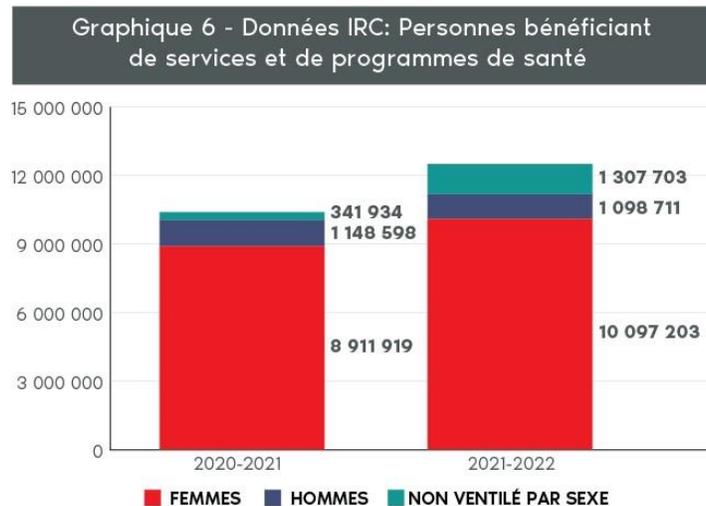
## Mesure du rendement de l'Engagement de 10 ans à l'aide d'indicateurs de rendement clé

Le rendement de l'Engagement de 10 ans est mesuré en partie à l'aide d'une série d'indicateurs de rendement clé (IRC) liés à la santé et à la nutrition, s'inscrivant dans le champ d'action « dignité humaine » de la PAIF. Les IRC nous permettent de recueillir chaque année un important sous-ensemble de données sur les projets exclusivement financés par AMC et ou les organisations chargées de la mise en œuvre de ces projets produisant des rapports faisant état du nombre de personnes qui ont directement profité des fonds dépensés par le Canada dans le cadre de l'Engagement de 10 ans. Toutefois, les données recueillies par rapport aux IRC ne rendent pas compte de la portée complète des investissements canadiens dans la santé et la nutrition. Par exemple, elles ne tiennent pas compte des fonds investis par l'intermédiaire d'organisations multilatérales, ni des initiatives dans le cadre desquelles plusieurs donateurs mettent des fonds en commun, ni des investissements prenant la forme d'un soutien financier direct à des gouvernements.

Selon les données recueillies par rapport aux IRC dans le contexte des projets d'AMC<sup>3</sup>, en 2021-2022, plus de 12 millions de personnes dans le monde ont pu profiter du financement du Ministère par l'intermédiaire de plus de 70 projets, contre 10 millions en 2020-2021, ce qui représente une augmentation

Tout au long de ce rapport, on trouvera des encadrés « Pleins feux sur les données IRC », qui mettent en évidence la façon dont les projets appartenant à ce sous-ensemble de nos investissements dans le cadre de l'Engagement de 10 ans ont permis d'atteindre les bénéficiaires.

### Pleins feux sur les données IRC : Personnes bénéficiant de services et programmes de santé



« Non ventilé par sexe » signifie que les données ne sont pas réparties selon le sexe.

## V. Progrès réalisés dans le cadre de l'Engagement de 10 ans

### Santé mondiale

Au cours de 2021-2022, la pandémie de COVID-19 a continué de peser sur les économies nationales, les chaînes d'approvisionnement et l'accès aux services sociaux et de santé essentielle. Cette pression sur les systèmes de santé a entraîné [le plus grand recul de l'accès à la vaccination infantile depuis plus](#)

<sup>3</sup> Seuls les projets financés par AMC qui sont des interventions de type « projets opérationnels » participent aux données qui entrent directement dans le calcul des IRC.

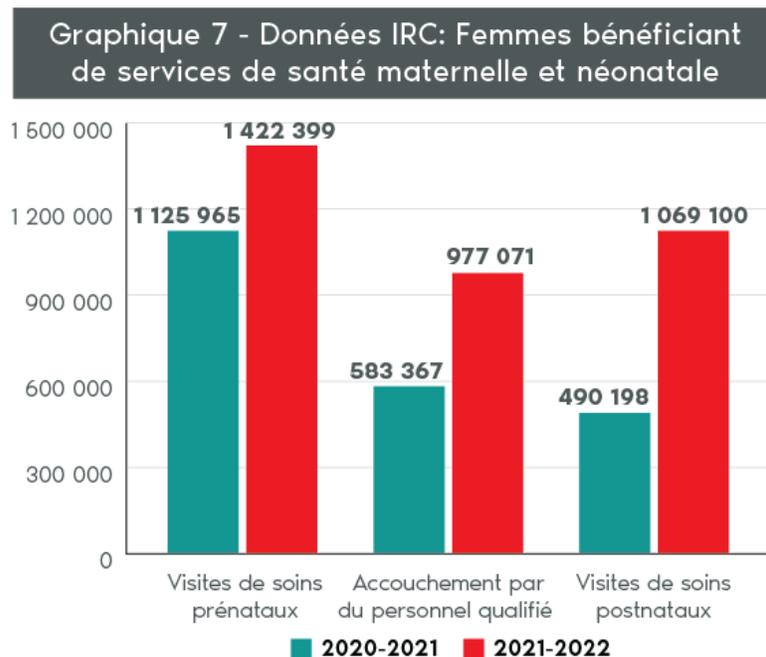


[de trente ans](#). Pour compenser les répercussions de la pandémie et dans le cadre du financement pour l'Engagement de 10 ans et la riposte à la pandémie de COVID-19, nous avons apporté un soutien à ses partenaires au cours de 2021-2022 afin qu'ils maintiennent leurs programmes liés aux services de santé essentiels, qu'il s'agisse par exemple de l'accès aux services de santé sexuelle et reproductive, de la vaccination maternelle, néonatale et infantile de routine ou des suppléments de micronutriments et aliments nutritifs.

La pandémie de COVID-19 a entraîné une forte diminution de la disponibilité et de l'accessibilité de fournitures médicales essentielles, en ce qui concerne notamment les médicaments contre des maladies comme le paludisme ou la tuberculose. Elle a également provoqué des perturbations dans les chaînes d'approvisionnement qui ont entravé l'accès aux aliments nutritifs et aux suppléments de micronutriments essentiels. Les effets sanitaires et socio-économiques dévastateurs de la pandémie ont mis en lumière l'interconnexion complexe des systèmes de santé dans le monde. Ils ont aussi montré à quel point il est nécessaire de réaliser des investissements pour mettre en place des systèmes de santé équitables et résilients qui fournissent des services de santé essentiels aux plus marginalisés et qui permettent d'endiguer les épidémies avant qu'elles ne se transforment en pandémies.

## Pleins feux sur les données IRC : Femmes bénéficiant de soins de santé maternelle et néonatale

Entre 2020-2021 et 2021-2022, les données recueillies pour les IRC montrent que le nombre de femmes bénéficiant de services de santé maternelle et néonatale a augmenté grâce aux investissements dans les services de santé essentiels dans le cadre de la riposte du Canada à la pandémie de COVID-19.



En revanche, les données recueillies par rapport aux IRC montrent que le nombre de personnes touchées par les services de santé communautaires a diminué entre 2020-2021 et 2021-2022, passant d'environ 1,5 million de personnes à un peu plus de 250 000, car les programmes communautaires des partenaires ont subi des interruptions. La collecte de données et la production de rapports des partenaires ont également été perturbées par les restrictions entourant la pandémie de COVID-19 entre 2020 et 2022.



## Prestation de services de santé : 5 grands partenariats mondiaux en matière de santé pour le Canada au cours de 2021-2022

Au cours de 2021-2022, pour continuer d'élargir la prestation de services de santé essentiels, nous avons investi considérablement dans des partenaires multilatéraux œuvrant dans le secteur de la santé. Les résultats de certains partenaires clés (le Fonds mondial, Gavi, l'IMEP, le MFM et TB REACH, une initiative du Partenariat Halte à la tuberculose), qui représentent un sous-ensemble du travail qu'AMC soutient dans le domaine de la santé mondiale, sont présentés ci-dessous.

### Pleins feux sur un projet : Le Fonds mondial

Entre 2020-2021 et 2022-2023, nous avons versé 930,4 millions de dollars au Fonds mondial, ce qui a permis de sauver plus de 44 millions de vies. En 2020 (année la plus récente pour laquelle des données sont disponibles), grâce au travail du Fonds mondial, 21,9 millions de personnes vivant avec le VIH ont eu accès à une thérapie antirétrovirale, 4,7 millions de personnes atteintes de tuberculose ont été traitées et 188 millions de moustiquaires ont été distribués. En 2021-2022, grâce aux fonds réservés à la riposte à la COVID-19 et au Dispositif pour accélérer l'accès aux outils de lutte contre la COVID-19 (l'Accélérateur ACT) – dont le Canada est un partenaire clé – nous avons également consacré 125 millions de dollars au Fonds mondial, pour sa contribution à la riposte à la pandémie de COVID-19. Le Fonds mondial a aidé des pays à revenu faible et intermédiaire à renforcer leurs systèmes de santé et à accéder aux tests, aux traitements (y compris l'oxygène médical) et aux équipements de protection individuelle.

**Gavi** : Nous avons engagé à verser 600 millions de dollars à l'Alliance Gavi pour sa « période stratégique » (2021-2025). En 2020 (année la plus récente pour laquelle des données sont disponibles), le financement du Canada a aidé Gavi à vacciner plus de 888 millions d'enfants, ce qui a contribué à prévenir plus de 15 millions de décès. L'objectif de Gavi est d'atteindre 300 millions de personnes de plus d'ici à la fin 2025. En raison de la pandémie, certains pays ont subi un recul de la couverture vaccinale en 2020. En 2021, sous la direction du conseil d'administration de Gavi (dont nous sommes membre), Gavi a commencé à se concentrer sur l'aide aux pays pour reconstituer, maintenir et renforcer les services de vaccination. Gavi les appuie dans l'organisation de campagnes d'immunisation de rattrapage et dans l'introduction de nouveaux vaccins dans les programmes de vaccination de routine.

**Initiative mondiale pour l'éradication de la poliomyélite** : Au cours de 2021-2022, nous avons versé 56,5 millions de dollars à l'Initiative mondiale pour l'éradication de la poliomyélite (IMEP). Ce montant comprend 34,5 millions de dollars pour l'Organisation mondiale de la Santé et 22 millions de dollars pour l'UNICEF. Les contributions du Canada ont aidé l'IMEP à vacciner plus de 370 millions d'enfants plusieurs fois dans 30 pays en utilisant plus de 1 milliard de doses de vaccin contre la poliomyélite ou un vaccin antipoliomyélitique oral. Notre soutien a également permis à l'IMEP de riposter aux épidémies dans des pays où cette maladie est endémique (Afghanistan et Pakistan), ainsi que dans plusieurs autres pays d'Afrique et d'Asie. L'IMEP a également renforcé les systèmes de surveillance et soutenu les activités de riposte à la pandémie de COVID-19.

**Mécanisme de financement mondial** : Au cours de 2021-2022, nous avons accordé 50 millions de dollars en soutien institutionnel au Mécanisme de financement mondial (mieux connu par son acronyme anglais GFF « Global Financing Facility »). Le 30 juin 2021, nous avons octroyé la somme supplémentaire de 50 millions de dollars au GFF en guise de soutien aux subventions des services de santé essentiels. Ce financement a favorisé l'accès aux services de santé reproductive, maternelle et infantile dans 36 pays, en plus de contribuer à l'amélioration des systèmes de santé, à l'atténuation des répercussions de la pandémie de COVID-19 et à des améliorations à long terme qui profitent aux



femmes, aux enfants et aux adolescents. Notre soutien au GFF sert également à catalyser un financement supplémentaire considérable provenant de l'Aide internationale au développement de la Banque mondiale et d'autres sources de financement pour les interventions sanitaires destinées aux femmes, aux enfants et aux adolescents, pour le développement réalisé par les pays et, en fin de compte, pour faire progresser les efforts en vue d'atteindre les objectifs de développement durable.

**TB REACH, une initiative du Partenariat Halte à la tuberculose** : Nous avons alloué 85 millions de dollars à l'initiative TB REACH au cours de la période 2016-2021. Ces dix dernières années, 330 projets de TB REACH réalisés dans 56 pays ont permis le dépistage de plus de 42 millions de personnes, la détection et le traitement de plus de 2,8 millions de personnes atteintes de tuberculose et la prévention de plus de 15 millions d'infections. Cela a permis de sauver près de 1,5 million de vies. Les interventions lancées par TB REACH ont été transposées à grande échelle dans de nombreux pays et contextes différents, ce qui a incité d'autres donateurs à verser plus de 200 millions de dollars en guise de soutien. Alors que nous avons apporté un soutien fondamental à TB REACH, d'autres donateurs, dont les États-Unis, le Royaume-Uni, la Bill and Melinda Gates Foundation et Unitaid, ont également versé plus de 45 millions de dollars à la réalisation d'initiatives de TB REACH.

### **Prestation de services de santé : Exemples propres à certains pays au cours de 2021-2022**

**Bangladesh** : Avec le soutien du Canada, le Centre internationale de recherche sur les maladies diarrhéiques du Bangladesh a soigné plus de 200 000 patients. Notre soutien financier a également permis à l'hôpital de Dhaka de traiter plus de 209 353 patients lors des épidémies de maladies diarrhéiques à Dhaka et dans de nombreuses autres régions du pays.

**Maldives** : Avec notre soutien financier, afin de réduire le risque de transmission de la COVID-19 et d'autres maladies infectieuses aux Maldives, le projet Assainissement de déchets de soins de santé dans les sites de gestion de la COVID-19 a permis d'apporter à 40 îles un soutien sous forme d'équipements et d'installations clés, et d'évaluer 37 établissements de santé. En outre, le ministère de la Santé a élaboré et approuvé des normes nationales pour le traitement des déchets.

**Venezuela** : Grâce au projet d'intégration de professionnels de la santé vénézuéliens au Pérou, le soutien du Canada au Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR) a permis à 731 professionnels de la santé vénézuéliens (médecins, psychologues, personnel infirmier, etc.) de faire valider leurs diplômes professionnels et leur inscription à un ordre professionnel. Au moins 50 % des professionnels de la santé sélectionnés étaient des femmes.

## Santé et droits sexuels et reproductifs

Soutenir la santé et les droits sexuels et reproductifs (SDSR) signifie que chaque personne a les droits, les connaissances et les moyens de prendre des décisions et d'accéder à des services concernant sa vie reproductive et sa sexualité sans être confrontée à la criminalisation, à la coercition, à la discrimination ou à la violence. Le Canada adopte une approche globale pour faire progresser la SDSR, conformément au rapport de la Commission [Guttmacher-Lancet](#). Cela signifie que nous travaillons à ceci :

- soutenir la prestation d'un ensemble d'interventions essentielles en SDSR, selon une approche fondée sur le cycle de la vie
- veiller à l'équité en matière d'accès et de qualité des soins, sans discrimination et dans un souci de responsabilisation
- répondre aux besoins et aux questions en matière de SDSR grâce à des services, de l'éducation, du counseling et de l'information
- s'attaquer aux inégalités entre les genres, aux normes sociales discriminatoires et aux structures institutionnelles qui compromettent la SDSR



L'Engagement de 10 ans nous distingue des autres donateurs dans la mesure où l'initiative mise sur un soutien global à la SDR, qui comprend les domaines négligés. Cette approche est d'une importance cruciale pour protéger les droits des femmes et des jeunes filles à l'autonomie corporelle et aux services de santé sexuelle et reproductive.

Au cours de 2021-2022, nous avons intensifié sa programmation en SDR et lui a consacré 567,49 millions de dollars, ce qui représente une augmentation de 71,61 millions de dollars (14 %) par rapport à la somme de 496 millions de dollars dépensée en 2020-2021. On a continué de mettre l'accent sur les domaines négligés, à savoir :

- l'avortement sécuritaire et les soins post-avortement
- l'éducation complète à la sexualité
- la planification familiale et la contraception
- la promotion et la réforme en matière de SDR
- la prévention à la violence sexuelle et fondée sur le genre (VSFG) et la réponse face à celle-ci.

## Pleins feux sur un projet : Grands Défis Canada en Afrique subsaharienne

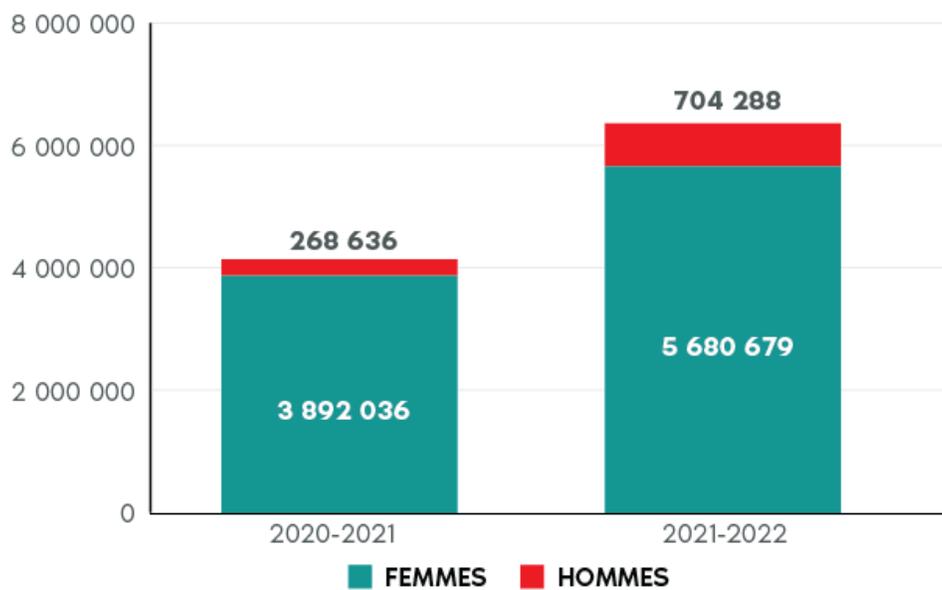
Au cours de 2021-2022, Grands Défis Canada (GDC) a affecté 15,9 millions de dollars au financement de 56 innovations dans 33 pays afin de relever des défis dans les contextes de l'aide humanitaire, de la santé des mères, des nouveau-nés et des enfants, du développement de la petite enfance, de la santé mentale, de l'assainissement, de la SDR et de l'avortement médicalisé. Par exemple, GDC apporte un soutien à la distribution à grande échelle du dispositif médical du fabricant sud-africain Sinapi Biomedical Limited, le dispositif de tamponnement utérin Ellavi, qui a été expressément conçu pour traiter l'hémorragie post-partum dans les établissements de soins de santé à faibles ressources. En mars 2022, cette technologie avait déjà permis de sauver la vie de plus de 2 800 femmes et d'améliorer celle de 12 000 autres femmes en Afrique subsaharienne.



### Pleins feux sur les données IRC : Personnes bénéficiant de services et de programmes de santé sexuelle et reproductive

Les données recueillies pour les IRC montrent une augmentation du nombre de personnes atteintes par les services et programmes de santé sexuelle et reproductive entre 2020-2021 et 2021-2022. Malgré un accès réduit aux services de santé sexuelle et reproductive en raison des restrictions imposées en riposte à la COVID-19, les partenaires financés par AMC ont intensifié leurs efforts et ont été en mesure de soutenir directement la continuité des services de santé sexuelle et reproductive et, ainsi, de sauver des vies dans près de 30 pays.

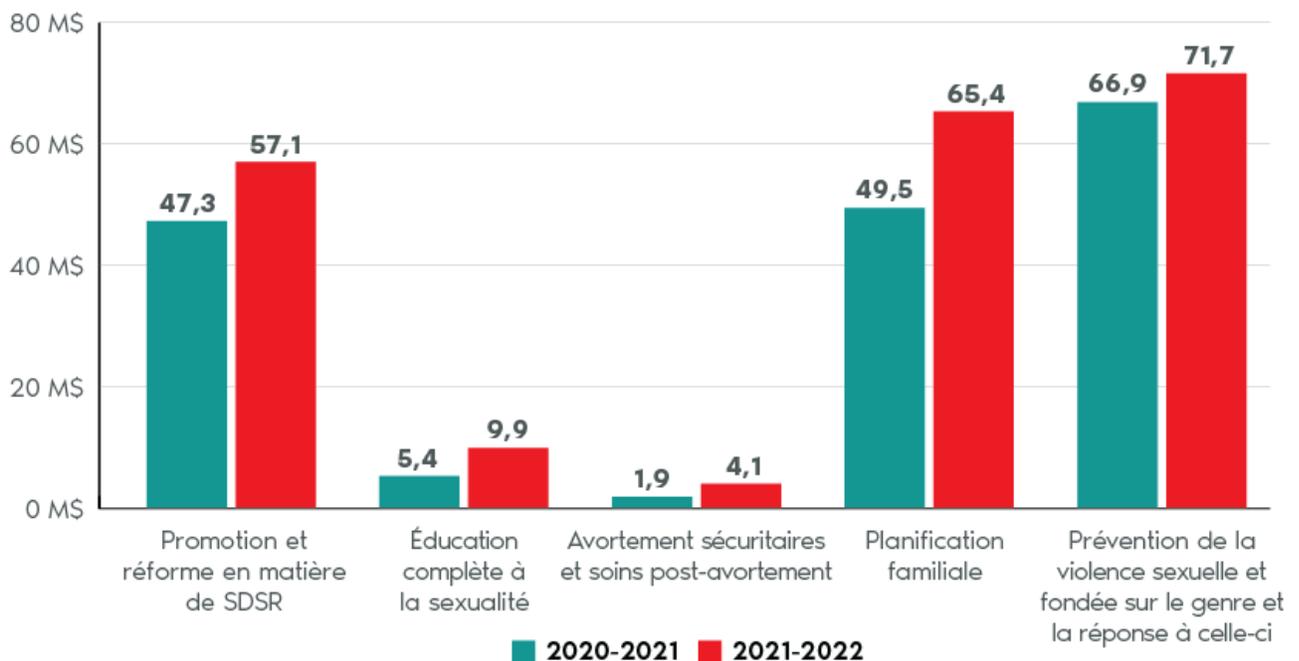
**Graphique 8 - Données IRC: Personnes bénéficiant de services et de programmes de santé sexuelle et reproductive**



## Domaines négligés de la SDSR

En 2021-2022, les investissements dans les domaines négligés de la SDSR ont enregistré une augmentation globale d'environ 22 % par rapport à 2020-2021. Les augmentations ont touché les 5 domaines. La mise en œuvre du codage sectoriel propre à AMC a accru la capacité du Ministère à rendre compte des dépenses dans les domaines négligés de la SDSR, à savoir la promotion et la réforme de la SDSR, l'éducation complète à la sexualité, ainsi que l'avortement sécuritaire et les soins post-avortement. Ces dépenses étaient auparavant incluses dans des catégories de services de santé reproductive plus généraux. La planification familiale a connu la plus forte augmentation globale des dépenses, avec une hausse totale de 15,9 millions de dollars.

**Graphique 9 - Déboursés dans les domaines négligés de la santé et des droits sexuels et reproductifs dans le cadre de l'Engagement de 10 ans**



## Activités par domaine négligé de la SDSR

En 2021-2022, face à la montée de mouvements d'opposition, dans certains contextes, il peut être délicat et difficile de soutenir l'intensification des activités dans les domaines négligés. Cela est particulièrement vrai dans les cas de l'avortement sécuritaire, des soins post-avortement et de l'éducation complète à la sexualité. Tous les partenaires n'ont pas la capacité de se concentrer sur les domaines négligés. Les mécanismes de partenariat existants pour accroître les activités liées à l'avortement et à l'éducation complète à la sexualité sont à plus petite échelle. Néanmoins, nous nous sommes engagés à rechercher des possibilités d'accroître les investissements dans tous les domaines négligés, comme le montre la section suivante.

## Avortement sécuritaire et soins post-avortement



Il est prouvé que les restrictions à l'avortement obligent les femmes à se tourner vers des méthodes non réglementées et dangereuses qui causent des blessures et des décès. On estime à [25 millions le nombre d'avortements pratiqués dans des conditions dangereuses chaque année](#) (45 % de l'ensemble des avortements), dont 97 % dans les pays en développement, où [220 femmes meurent pour 100 000 avortements pratiqués dans des conditions dangereuses](#).

En 2021-2022, grâce à des fonds canadiens, l'organisation non gouvernementale internationale Ipas a créé des outils novateurs, formé des centaines de travailleurs de première ligne, mis à l'essai des approches novatrices pour la prestation sécuritaire d'avortements médicamenteux et lancé un modèle de télésanté pour offrir des consultations et des services d'aiguillage à l'échelle communautaire. Au Bangladesh, le financement du Canada a permis à Ipas de s'associer au service national de télémédecine Shastho Batayon pour intégrer l'avortement médicalisé, les soins post-avortement et les services de contraception dans les services existants. En décembre 2020, cette initiative a permis de former 94 médecins, 20 agents de centres d'appel non médicaux et 5 médecins, et elle a contribué à la mise au point d'un système de prescription par SMS.

## Éducation complète à la sexualité

Alors que de nombreux pays ont mis en place des politiques, des lois et des cadres pour l'éducation complète à la sexualité, sa mise en œuvre auprès des enfants et les adolescents, qu'ils soient scolarisés ou non, est inégale et se heurte souvent à des problèmes liés aux autorités responsables de l'éducation, au fait que les enseignants n'ont pas une formation adéquate, à l'opposition ou à la désinformation concernant le contenu ou les effets de l'éducation complète à la sexualité, ainsi qu'à une incompréhension quant aux avantages d'une telle éducation.

### Pleins feux sur un projet : le projet Brave en Colombie

Le projet Brave : Les droits des filles grâce à l'éducation à la SDSR, est un projet financé par le Canada. Il est mis en œuvre par l'organisation colombienne à but non lucratif de premier plan, Profamilia. Il a permis de proposer un modèle d'éducation complète à la sexualité dans 8 municipalités de la Colombie. Cette approche a permis aux enfants et aux adolescents, ainsi qu'à leurs familles, leurs collectivités et les organismes gouvernementaux locaux, d'améliorer considérablement leurs connaissances, attitudes et pratiques en lien avec la SDSR. Au cours de l'exercice financier 2021-2022, Brave a travaillé auprès de 10 300 adolescents (51 % de jeunes femmes, 49 % de jeunes hommes). Les responsables du projet ont également travaillé avec les familles, plus de 375 enseignants et plus de 60 fonctionnaires et responsables de la santé pour mettre en place des services de santé adaptés aux adolescents et aux jeunes, mais aussi pour intégrer une approche fondée sur le genre et les droits dans la mise en œuvre des politiques publiques et dans la mise en place de parcours d'aiguillage dans les cas de violence fondée sur le genre. En mars 2022, 43 % des écoles avaient conçu ou mis à jour leur « programme d'éducation à la sexualité et à la citoyenneté » avec le soutien du projet. À cette même époque, on a constaté les changements les plus importants chez les enfants et les jeunes. Les filles, les garçons et les adolescents s'interrogent et remettent en question les pratiques inégales et discriminatoires. Ils ont commencé à effectuer des recherches et à concevoir des initiatives pour traiter les problèmes qu'ils souhaitent résoudre dans leur vie, leur famille, leur école et leur collectivité.

Au cours de 2021-2022, le projet Droits dès le départ, financé par le Canada, a été mis en œuvre par Action Canada en Bolivie, en Équateur, en Guyane et au Pérou. Il a permis d'offrir une éducation complète à la sexualité à 52 740 adolescents et adolescentes, à l'aide d'outils virtuels novateurs et adaptés aux jeunes. Nous avons également collaboré avec Plan International Canada en Bolivie pour faire des jeunes filles et des jeunes garçons des alliés dans la réduction des grossesses chez les adolescentes et des mariages précoces, et ce, grâce à l'éducation complète à la sexualité. Dans le cadre du projet ARRIBA de Plan International Canada, de jeunes femmes et de jeunes hommes dirigent le



débat dans leurs collectivités au sujet de l'éducation complète à la sexualité. Cette initiative vise à promouvoir les droits sexuels et reproductifs et à sensibiliser les populations au fait qu'il est important de dénoncer la stratégie consistant à échapper à la pauvreté par le viol et le mariage des enfants. Le projet a permis d'atteindre plus de 4 500 adolescents (dont 56 % de jeunes femmes) grâce à l'éducation par les pairs et à la formation de plus de 2 100 chefs traditionnels (dont 58 % de femmes).

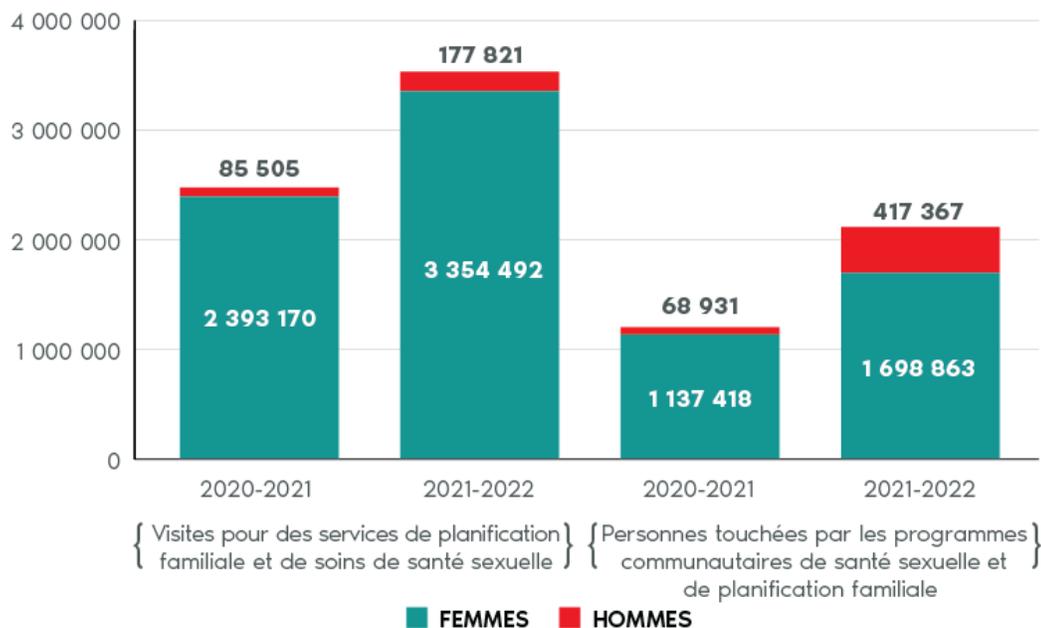
## Planification familiale et les moyens de contraception

Dans la foulée de la riposte à la pandémie de COVID-19 au cours de 2021-2022, nous avons procédé à des investissements stratégiques pour soutenir et maintenir l'accès des femmes et des jeunes filles aux services de planification familiale et à la contraception, malgré les confinements et autres obstacles. Les investissements bilatéraux et multilatéraux auxquels nous avons participé dans le cadre du FNUAP (dont UNFPA Supplies) au cours de 2021-2022 ont permis aux femmes et aux adolescentes de continuer à avoir accès à des produits de planification familiale dans des pays comme le Burkina Faso, le Ghana, le Mali, le Pakistan et la Tanzanie.

### Pleins feux sur les données IRC : Personnes bénéficiant de services et programmes de planification familiale et de santé sexuelle

Les données recueillies pour les IRC montrent une augmentation du nombre de personnes atteintes par les services et programmes de santé sexuelle et reproductive entre 2020-2021 et 2021-2022. Malgré un accès réduit aux services de santé sexuelle et reproductive en raison des restrictions imposées en riposte à la COVID-19, les partenaires financés par AMC ont intensifié leurs efforts et ont été en mesure de soutenir directement la continuité des services de santé sexuelle et reproductive et, ainsi, de sauver des vies dans près de 30 pays.

Graphique 10 - Données IRC: Personnes bénéficiant de services et de programmes de planification familiale et de santé sexuelle



Grâce à un soutien bilatéral et multilatéral de plus de 15 millions de dollars accordé au FNUAP en 2021-2022, nous avons contribué au rétablissement de nombreux programmes et services qui



avaient été interrompus pendant la pandémie. Ainsi, pendant cette période, 74 % des pays bénéficiaires des programmes du FNUAP ont été en mesure de maintenir ou d'étendre les services de planification familiale à l'échelle communautaire. On a ainsi atteint 116 millions de femmes et de jeunes avec des services de santé sexuelle et reproductive.

Au Pakistan, nous avons soutenu un projet du FNUAP qui a aidé les femmes, les adolescentes et les jeunes à exercer leurs droits reproductifs sans subir de coercition, de discrimination ou de violence. En 2021, le projet a permis de remettre en état 12 établissements de santé publics dans deux districts du Sindh, de former 3 333 prestataires de soins de santé aux approches de planification familiale et de fournir à 1,1 million d'hommes et de femmes des services de planification familiale. Sur ce nombre, plus de 86 000 personnes ont eu accès à ces services pour la première fois.

Dans le cadre d'un projet du FNUAP, Promotion des droits sexuels et reproductifs des adolescents au Honduras (DEREJUV), nous avons aidé 32 établissements de santé publique à fournir des services de santé sexuelle et reproductive intégrés et mieux adaptés aux adolescents. Ces services ont atteint plus de 280 000 adolescents. Des partenariats stratégiques ont été mis en place avec 7 organismes publics, dont le ministère de la Santé, le ministère de l'Éducation et l'association hondurienne des municipalités, ce qui a permis d'améliorer la coordination des efforts entre les principales parties prenantes qui soutiennent la prévention des grossesses chez les adolescentes à l'échelle locale et nationale.

En 2021-2022, nous avons également soutenu Partners in Health Canada par l'intermédiaire du projet Aucune femme ou fille laissée pour compte, visant à améliorer la prestation de services de santé sexuelle et reproductive tenant compte du genre et fondée sur les droits des adolescentes. Ce projet a permis d'atteindre plus de 1 400 adolescentes de 10 à 19 ans au Malawi et plus de 2 000 adolescentes en Sierra Leone, et de leur donner accès à des services de contraception et de counseling. Grâce au soutien du Canada, la clinique de services adaptés aux adolescents et aux jeunes, en Sierra Leone, a également enregistré plus de 3 500 visites en 2021-2022. Cela représente une augmentation importante par rapport à l'année précédente.

Nous avons également aidé Humanité & Inclusion Canada à atteindre plus de 30 000 adolescents et adolescentes et à leur fournir des services de santé sexuelle et reproductive et des moyens de contraception en Côte d'Ivoire, au Sénégal et au Togo.

### Pleins feux sur un projet : Planification familiale aux Philippines

Aux Philippines, nous finançons Oxfam Canada pour travailler avec les gouvernements locaux et les OSC pour permettre aux femmes et aux filles d'exercer leurs droits en matière de santé sexuelle et reproductive. Ce projet de 18,2 millions de dollars vise à lutter contre les normes et attitudes sociales négatives qui empêchent les femmes et les filles de prendre leurs propres décisions et de contrôler leur corps. Il vise aussi à renforcer le système de santé afin d'améliorer l'accès aux services de santé sexuelle et reproductive, en particulier dans les régions des Philippines défavorisées et touchées par des conflits. Depuis 2018, près de 350 travailleurs de la santé ont été formés à la prestation de services de santé sexuelle et reproductive tenant compte du genre et englobant notamment la planification familiale. En 2022 seulement, les travailleurs de la santé ainsi formés ont déclaré avoir offert des services de planification familiale, et proposé notamment des méthodes modernes de contraception, à plus de 61 000 femmes en âge de procréer dans 21 municipalités.

### Promotion de la SDR

Au cours de 2021-2022, de nombreuses parties prenantes canadiennes se sont montrées préoccupées face à la prolifération de la mésinformation et de la désinformation et au recul des droits des femmes et de la SDR qu'elles observent à diverses tribunes mondiales, régionales et nationales. Par exemple,



dans de nombreux pays, des militants contre les droits ont continué à promouvoir la *Déclaration du Consensus de Genève*, qui encourage les gouvernements à supprimer les protections existantes entourant l'accès des femmes et des jeunes filles à l'avortement médicalisé et aux soins post-avortement. Grâce à des efforts coordonnés avec d'autres donateurs partageant les mêmes idées, nous nous sommes efforcés de contrer ce mouvement et a participé à des démarches conjointes (par exemple, en République démocratique du Congo) afin de dissiper la mésinformation et de diffuser des informations factuelles sur la *Déclaration du Consensus de Genève* aux représentants de gouvernements.

Dans le contexte des projets financés en vertu de l'Engagement de 10 ans, nous avons financé également plusieurs initiatives qui soutiennent la SDSR. On en trouvera quelques exemples ci-dessous.

- Le projet Autonomisation des femmes et des filles en Éthiopie, mis en œuvre par Ethiopiaid, a amélioré l'accès des femmes et des filles et leur connaissance en matière de SDSR. Au cours de 2021-2022, plus de 47 000 membres de collectivités ont reçu une formation sur l'alphabétisation, la santé reproductive, la planification familiale et les pratiques traditionnelles néfastes, ainsi que sur la nutrition et la vaccination. En outre, plus de 6 600 hommes et garçons ont été sensibilisés aux questions de genre et au partage des tâches non rémunérées par l'entremise d'événements et d'activités de promotion et de mobilisation communautaire. De plus, 22 associations de femmes rassemblant 314 membres (dont 309 femmes) ont reçu une formation pour améliorer la sensibilisation à la SDSR et à la prévention de la violence fondée sur le genre.
- Le Projet de Prise en charge intégrée de la santé de la mère et de l'enfant dans l'Artibonite (PRISMA II), en Haïti, réalisé par le Centre de coopération internationale en santé et développement a sensibilisé les garçons et les hommes à la masculinité positive, à la santé sexuelle et reproductive et à la violence fondée sur le genre. En 2021-2022, plus de 8 600 garçons et hommes ont été sensibilisés, et un total de 15 000 l'a été depuis le début du projet. Le projet a permis de donner de la formation à des groupes d'hommes pour en faire des pairs éducateurs, qui formeront à leur tour leurs pairs pour former une masse critique d'hommes qui seront sensibilisés aux besoins de leurs épouses et qui s'engageront à respecter les principes généraux du respect des droits de la femme. En outre, en 2021-2022, plus de 1 400 hommes se sont tenus aux côtés des femmes pour dénoncer les violences basées sur le genre et pour promouvoir l'égalité des genres, notamment lors d'activités soulignant la Journée internationale pour l'élimination de la violence fondée sur le genre et la promotion de l'égalité entre les genres, notamment lors de la commémoration de la [Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes](#).



## Pleins feux sur un projet : Témoignage du projet Amélioration de la santé sexuelle et reproductive des femmes en âge de procréer dans le nord du Nigéria (initiative Clinton Health Access)

Hadiza Umar est une sage-femme qualifiée qui travaille au Warawa Primary Health Centre. Elle offre activement des services adaptés aux adolescents et aux jeunes : planification familiale, soins prénataux, travail et accouchement. « Au début, je pensais que les adolescents non mariés ne devaient pas recevoir de contraceptifs. Cependant, grâce à la formation que j'ai reçue, j'ai réalisé que nous nous sommes trompés pendant très longtemps. Nous devons faire en sorte que les adolescents viennent à nous. Nous devons leur fournir des conseils et des services adaptés. Après la formation, j'ai commencé à encourager les adolescents à adopter les différentes méthodes de planification familiale, et ils sont venus pour obtenir des contraceptifs et des conseils. Les adolescents ont appris à s'ouvrir à nous, à la clinique, et à nous faire part de leurs préoccupations, et nous avons été en mesure de les aider. Les professionnels de la santé ne doivent pas tourner le dos aux adolescents qui souhaitent en savoir plus sur les contraceptifs pour éviter les grossesses non désirées et sur l'utilisation des préservatifs pour prévenir les maladies sexuellement transmissibles. »

## La prévention de la violence sexuelle et fondée sur le genre et la réponse face à celle-ci

La pandémie de COVID-19 a exacerbé les inégalités entre les genres et les vulnérabilités des femmes et des filles. Les confinements et les autres mesures d'atténuation, comme les quarantaines et les mises en isolement, ainsi que les fermetures d'écoles et l'accès restreint aux services de santé et de protection sociale ont augmenté la VSFG et limité la capacité des femmes et des jeunes filles à faire des choix concernant leur propre autonomie corporelle. Grâce à une approche féministe intersectionnelle, la riposte du Canada à la COVID-19 au chapitre de l'aide internationale a donné la priorité aux mesures visant à atténuer les répercussions sexospécifiques de la pandémie et à cibler les personnes les plus marginalisées, en soutenant particulièrement les organismes locaux travaillant en première ligne. Les efforts pour réagir à l'exacerbation de la VSFG causée par la pandémie et pour assurer l'accès aux services de santé essentiels, y compris ceux entourant la SDSR, ont été au cœur de la riposte du Canada. Selon les données de 2021-2022, nous sommes parvenu à atteindre plus de 42 millions de personnes grâce à des projets contribuant à prévenir la VSFG, à intervenir lorsqu'elle se produit et à en briser les cycles, en luttant notamment contre le mariage des enfants, le mariage précoce ou le mariage forcé et la mutilation génitale féminine.

Le soutien institutionnel à long terme du Canada à des organisations multilatérales, à l'Organisation des Nations Unies (ONU) et à d'autres partenaires a également contribué à la prévention de la VSFG au cours de 2021-2022. Par exemple, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) a aidé plus de 5 300 organismes communautaires à lutter à la fois contre la pandémie et contre les « ombres » qu'elle a projetées sur les sociétés, sous forme de violences familiales et de violations des droits de la personne (racisme, xénophobie, etc.). À l'occasion de la cérémonie d'ouverture du Forum Génération Égalité (FGE) à Paris, le 30 juin 2021, nous avons annoncé une [aide d'urgence de 10 millions de dollars au Programme mondial du Fonds des Nations Unies pour la population-UNICEF contre le mariage d'enfants](#). Ces fonds visaient à maintenir les progrès réalisés en matière de lutte contre le mariage d'enfants, et ce, malgré la fermeture des écoles, l'interruption des programmes et la hausse de la VSFG engendrée par la pandémie de COVID-19. Cette aide d'urgence a permis à 865 écoles de transmettre un enseignement de qualité, dans un cadre sécuritaire et respectueux de l'égalité des genres. Elle a aussi aidé près de 16 millions de personnes à participer, dans leur collectivité, à des dialogues et à des séances d'apprentissage sur l'égalité des genres, les solutions de rechange au mariage des enfants, les droits des adolescentes et l'importance de lutter contre la masculinité toxique.



Grâce à ces contributions, nous avons rejoint la Coalition d'action contre la violence fondée sur le genre du Forum Génération Égalité en tant qu'acteur de l'engagement.

Entre 2019 et 2022, nous avons versé une contribution totale de 14 millions de dollars au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes, dont 12 millions de dollars pour la riposte à la pandémie de COVID-19. La participation du Canada à la riposte à la pandémie de COVID-19 dans le contexte du Fonds d'affectation spéciale de l'ONU a soutenu la capacité de base des bénéficiaires existants, qui sont principalement des organismes de défense des droits des femmes, pour qu'ils puissent continuer de répondre à l'augmentation des cas de VSFG et offrir des services complets aux survivantes de la violence. Au cours de 2021-2022, les bénéficiaires du Fonds d'affectation spéciale de l'ONU ont atteint près de 261 000 femmes et filles dans 68 pays et territoires. Parmi elles, plus de 66 000 femmes et jeunes filles ont eu recours à des services d'aide spécialisés destinés à prévenir la VSFG ou à y mettre fin. De plus, près de 20 000 femmes et jeunes filles ont pu accéder à une aide juridique gratuite en matière de VSFG.

## Nutrition

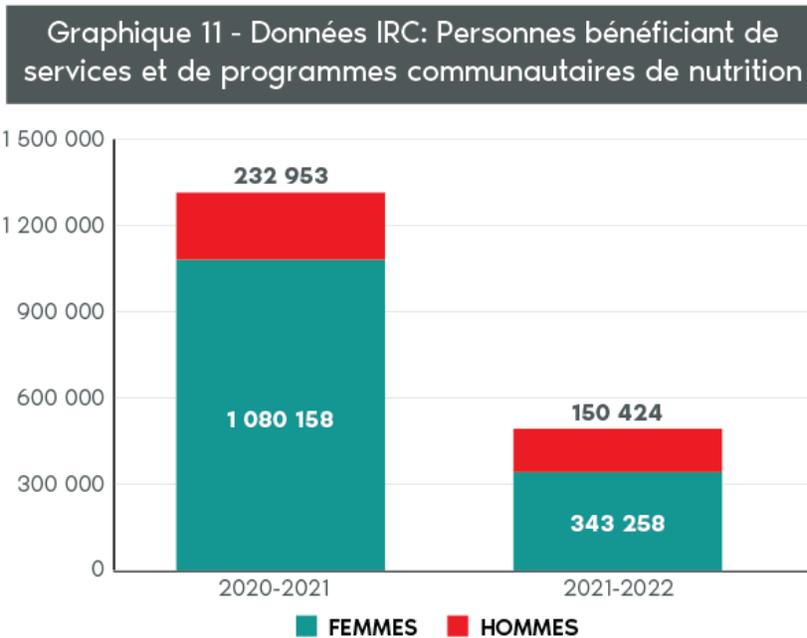
La nutrition est un élément essentiel de la santé et du développement, ainsi qu'un facteur et un marqueur du développement durable. Elle a des liens directs et indirects avec tous les ODD. En 2021, plus de 3,1 milliards de personnes dans le monde (42 % de la population mondiale) n'avaient pas les moyens d'avoir une alimentation saine en raison des perturbations liées à la pandémie de COVID-19 et des changements climatiques. L'insécurité alimentaire touche de manière disproportionnée les femmes et les personnes vivant en région rurale. Entre 691 et 783 millions de personnes dans le monde étaient confrontés à la faim en 2022, et on s'attend à ce que près de 600 millions de personnes souffrent de sous-alimentation chronique en 2030. Nous restons préoccupés par le fait que l'écart nutritionnel entre les hommes et les femmes continue de s'aggraver à l'échelle mondiale, les femmes et les filles mangeant souvent moins, et moins bien.

Le financement du Canada pour les programmes liés à la nutrition est un élément clé de l'Engagement de 10 ans. Il permet de donner suite aux engagements financiers et stratégiques que le Canada a pris dans le cadre du Sommet sur la nutrition pour la croissance, en 2021.



**Pleins feux sur les données IRC : Personnes bénéficiant de services et de programmes communautaires de nutrition**

En 2021-2022, les données IRC montrent que nos projets de nutrition ont touché plus de 490 000 personnes. Il s'agit d'une baisse par rapport à 2020-2021, en partie à cause de la clôture de trois grands projets de nutrition du Partenariat pour la santé de la mère, du nouveau-né et de l'enfant en 2021-2022. De nouveaux projets de nutrition financés par AMC ont été lancés et seront inclus dans les futurs rapports de l'Engagement de 10 ans.



Un autre facteur contribuant à cette diminution est que nombre de nos projets de nutrition ont réorienté leurs activités pour contribuer à la riposte à la COVID-19. En conséquence, nous avons constaté une augmentation du nombre de travailleurs de la santé formés, qui est passé de 79 000 en 2020-2021 à plus de 159 400. Nous avons également constaté une augmentation du nombre d'établissements de santé soutenus, qui est passé de 127 en 2020-2021 à près de 1 400.

Nous adoptons une « approche double » à l'égard de la sécurité alimentaire et de la nutrition, et il soutient les politiques, les programmes et les efforts de sensibilisation les plus prometteurs. L'approche double prend notamment la forme d'actions directes visant à lutter immédiatement contre la malnutrition et les carences en micronutriments chez les personnes vulnérables et marginalisées, et d'interventions à long terme axées sur la nutrition qui s'attaquent aux causes profondes de la malnutrition et de la pauvreté.

Nutrition International est une organisation mondiale basée à Ottawa et le principal partenaire du Canada en matière de programmes de nutrition. Il s'agit de la principale organisation de supplémentation en micronutriments dans le monde. En 2021-2022, notre soutien a permis à Nutrition International d'atteindre près de 490 millions de personnes grâce à ses programmes d'iodation du sel. Leurs programmes hebdomadaires de fer et d'acide folique ont atteint 1 million d'adolescentes, ce qui a plus que doublé la portée indirecte de l'année précédente en raison des fonds de riposte à la pandémie.



Depuis 1998, nous sommes le plus important donateur auprès des programmes de supplémentation en vitamine A (SVA) dans le monde entier par l'entremise de nos partenariats avec Nutrition International et l'UNICEF. Les taux de supplémentation en vitamine A ont fortement chuté en raison de la pandémie, en 2020. En 2021-2022, grâce à notre financement supplémentaire lors de la riposte à la COVID-19, Nutrition International et l'UNICEF ont distribué deux doses de vitamine A à 167 millions d'enfants, ce qui représente une augmentation de 68 millions d'enfants par rapport à l'année précédente.

### Pleins feux sur un projet : Nutrition International – Soutien à la nutrition des adolescents

Nutrition International travaille avec des enseignants et des travailleurs de la santé pour fournir des suppléments hebdomadaires de fer et d'acide folique ainsi que des informations nutritionnelles à plus de 2 millions d'adolescentes dans 8 pays : Indonésie, Pakistan, Inde, Bangladesh, Kenya, Éthiopie, Sénégal et Tanzanie. Au cours du seul 2021-2022, ces programmes ont permis d'éviter 137 000 cas d'anémie chez les adolescentes qui, de ce fait, sont plus susceptibles de rester à l'école et de réussir leurs études. Ces programmes, essentiellement offerts dans les écoles, augmentent l'autonomie et la confiance en soi des adolescentes. En effet, ces dernières assument des rôles de leadership pour améliorer la nutrition et combattre des tabous sur des questions importantes – par exemple, la gestion de l'hygiène menstruelle au sein de leur école et de leur collectivité. Ces programmes font aussi appel à la participation active des adolescents, ce qui rend ces derniers plus enclins à remettre en question les rôles traditionnels des hommes et des femmes et à donner la priorité à la santé et à la nutrition de leurs futures épouses et de leurs futurs enfants, en particulier pendant la grossesse. Une meilleure santé et de meilleurs résultats scolaires pour les adolescentes améliorent leur autonomie et leurs revenus tout au long de leur vie, ce qui contribue à la croissance économique globale de leur collectivité et de leur pays.

Vision mondiale Canada a été un autre partenaire clé du Canada au cours de 2021-2022 en ce qui a trait à l'aide nutritionnelle. De 2016 à 2021, son projet, Améliorer les services de santé et de nutrition pour les mères et les enfants d'Afrique et d'Asie, a contribué à réduire la mortalité maternelle et infantile. Pour ce faire, le projet offrait des services essentiels et adaptés au genre dans le domaine de la santé des mères, des nouveau-nés et des enfants (SMNE) et de la SDSR, tout en augmentant la production, la consommation et l'utilisation d'aliments nutritifs et de suppléments en micronutriments au cours des 1 000 premiers jours de la vie. Au cours de 2021-2022, plus de 20 000 familles avec des enfants de 6 à 24 mois ont reçu des poudres de micronutriments. Ces poudres permettaient d'enrichir à domicile le repas des enfants en micronutriments essentiels à leur santé et à leur croissance. ENRICH a travaillé avec son partenaire de consortium, HarvestPlus, et avec des organismes de technologies agricoles nationaux pour promouvoir l'adoption de cultures biofortifiées par les agriculteurs locaux et l'inclusion des produits dans le régime alimentaire des femmes et des enfants. Par exemple, pendant toute la durée du projet, les partenariats entre l'équipe d'ENRICH Kenya, HarvestPlus, la Kenya Agriculture and Livestock Research Organization (KALRO), les Kenya Plant Health Inspectorate Services et une entreprise locale de production de semences ont permis de produire et de distribuer 70 tonnes métriques de semences de haricots à haute teneur en fer, qui ont atteint près de 23 000 ménages ayant des enfants de moins de 2 ans au Kenya.

Au cours de 2021-2022, le soutien d'AMC à Harvest Plus a également permis de fournir des aliments enrichis en fer et en vitamine A à plus de 790 000 femmes dans 6 pays, en plus d'approvisionner en semences enrichies en zinc, en vitamine A et en fer plus de 875 000 ménages agricoles (dont 60 % dirigés par des femmes).



## Politiques et défense des droits

### Santé mondiale

Nous avons poursuivi nos efforts en vue d'atteindre les objectifs stratégiques de l'Engagement de 10 ans. Il a notamment participé activement à des tribunes internationales comme l'Assemblée mondiale de la Santé, le G7, le G20 et l'Organisation des Nations Unies. Nous avons également maintenu ses efforts de promotion auprès des principales parties prenantes internationales, régionales et nationales.

Voici les points forts de ces efforts au cours de 2021-2022 :

- Du 29 novembre au 1<sup>er</sup> décembre 2021, nous avons participé à la séance extraordinaire historique de l'Assemblée mondiale de la Santé. Au cours de cette séance, les États membres de l'OMS ont adopté une décision visant à créer un organe de négociation intergouvernemental chargé d'élaborer et de négocier une convention, un accord ou un autre instrument international sur la prévention, la préparation et la riposte (PPR) face aux pandémies. Cet instrument servira à renforcer l'action collective et la distribution des responsabilités afin de combler les lacunes et de renforcer la collaboration internationale en matière de PPR.
- Nous avons réussi à négocier des textes progressistes réaffirmant l'engagement des pays du G7 à favoriser la SDRS de toutes les personnes et amenant les pays du G20 à reconnaître qu'il est crucial d'assurer la continuité des services de santé, notamment en matière de santé sexuelle et reproductive, compte tenu des restrictions à l'accès qui se sont produites pendant la pandémie.

### Pleins feux sur le leadership du Canada en matière de santé mondiale et de la SDRS

Nous avons participé à la 6<sup>e</sup> Conférence internationale sur la planification familiale (ICFP), qui s'est tenue à Pattaya, en Thaïlande, du 14 au 17 novembre 2022. Le thème de la conférence était « Planification familiale et couverture sanitaire universelle : Innover. Collaborer. Accélérer ». En tant que [champion de SheDecides](#), (lien en anglais seulement) le ministre canadien du Développement international a enregistré un discours qui a été présenté pendant la cérémonie d'ouverture de la Conférence. Ce discours met en valeur le leadership continu du Canada et sa défense des droits des femmes et de l'autonomie corporelle, en particulier le droit des femmes à des avortements sécuritaires. L'ICFP a rassemblé environ 5 000 délégués dans un format hybride.

### SDRS complets

Nous promovons la SDRS dans le cadre d'initiatives et de partenariats mondiaux comme SheDecides, le FNUAP, le Global Safe Abortion Dialogue, le GFF, le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme et Planification familiale 2030 (FP2030).

Voici les points forts de ces efforts au cours de 2021-2022 :

- Pour commémorer la Journée internationale de la jeunesse, en août 2021, le Canada a organisé une table ronde intergénérationnelle sur l'accès à l'éducation complète à la sexualité dans les Amériques et les Caraïbes avec la Fédération internationale pour le planning familial (FIPF). Le ministre du Développement international s'est exprimé aux côtés du ministre de la Jeunesse de la Jamaïque et de représentants de l'UNESCO et du ministère de l'Éducation de la Colombie, ainsi que de jeunes militants de la région pour plaider en faveur de l'intégration de l'éducation complète à la sexualité dans les politiques visant les jeunes scolarisés et non scolarisés.



- Le ministre du Développement international a prononcé le discours du Canada à la réunion de haut niveau de l'Assemblée générale des Nations Unies (UNGA) sur le VIH/sida, en juin 2021. Cet événement a permis d'examiner les progrès réalisés depuis 2016 en matière de prévention et de réduction des répercussions du VIH. Les États membres de l'ONU se sont mis d'accord sur un énoncé stratégique décrivant les objectifs à atteindre d'ici 2026. Le ministre a également présidé une discussion d'experts intitulée « Advancing Gender Equality and Empowering Women and Girls in the AIDS Response » (*Faire progresser l'égalité des genres et donner plus de pouvoir aux femmes et aux filles dans le cadre de la riposte au sida*).

## Nutrition tenant compte du genre

Nous continuons à promouvoir l'intégration de la nutrition dans les programmes de santé, d'éducation et d'agriculture, en y intégrant la question transversale de l'égalité des genres. Parmi les partenariats du Canada en matière de nutrition, mentionnons le partenariat avec le Programme alimentaire mondial (PAM), en vue de soutenir la distribution de repas scolaires nutritifs, et le partenariat avec le consortium Standing Together for Nutrition (et son rapport sur la nutrition mondiale), pour soutenir des travaux de recherche pertinents.

Voici les points forts de ces efforts au cours de 2021-2022 :

- Le Canada a participé activement à la 54<sup>e</sup> réunion de la Commission de la population et du développement (CPD) de l'ONU, du 19 au 23 avril 2021. Au cours de cette réunion, les États membres ont adopté une résolution sur la population, la sécurité alimentaire, la nutrition et le développement durable. Il s'agissait là du premier résultat consensuel de la Commission depuis 2016.
- Le ministre du Développement international a participé au Sommet de Tokyo sur la nutrition pour la croissance (N4G) en décembre 2021, ce qui constituait l'événement culminant de l'Année d'action N4G 2021. [Le ministre a annoncé un soutien de 195 millions de dollars](#) aux efforts mondiaux à l'égard de la nutrition. Il a également continué à défendre la nécessité d'adopter une approche globale en matière de malnutrition, axée à la fois sur des interventions peu coûteuses et à fort impact pour lutter contre la malnutrition aiguë et sur un travail à plus long terme pour s'attaquer aux déterminants sous-jacents de la malnutrition. Cette annonce s'appuie sur la dynamique générée par l'événement de lancement de l'Année d'action N4G, en décembre 2020, que nous avons organisé avec le Bangladesh. Cet événement a permis de mobiliser plus de 3 milliards de dollars pour la programmation mondiale de la nutrition, ce qui comprend la promesse N4G de 520 millions de dollars sur 5 ans en programmes axés sur la nutrition. Une partie de l'annonce de 2021 contribue à la promesse de 520 millions de dollars.

## COVID-19 : La riposte et la reprise

Au cours de 2021-2022, nous sommes demeuré l'un des principaux donateurs dans le cadre de la riposte mondiale à la pandémie de COVID-19, ainsi qu'un ardent défenseur de l'équité vaccinale. Voici les points forts de ces efforts au cours de 2021-2022.

- Le premier ministre Justin Trudeau a participé en direct à la première séance du Sommet mondial sur la COVID-19 organisé et présidé par le président des États-Unis, Joseph Biden, le 22 septembre 2021. Le premier ministre a souligné l'importance de la vaccination de masse pour freiner la propagation de la COVID-19 et favoriser la reprise économique mondiale. Il a aussi réaffirmé l'engagement du Canada à renforcer la sécurité sanitaire mondiale pour prévenir les futures pandémies et s'y préparer. La ministre des Affaires étrangères et le ministre du Développement international ont participé activement aux réunions de niveau ministériel sur la



COVID-19 qui ont suivi, sous l'égide des États-Unis.

- Le premier ministre Trudeau a participé virtuellement au Sommet mondial sur la santé, organisé conjointement par la Commission européenne et la présidence italienne du G20, en mai 2021. Le premier ministre et d'autres dirigeants du G20, de pays invités et d'organisations internationales ont mis en commun les enseignements tirés de la pandémie de COVID-19. Ils ont approuvé la *Déclaration de Rome*, une déclaration de principes qui doit guider les actions immédiates destinées à mettre fin à la pandémie, ainsi que les coopérations futures visant à prévenir les urgences sanitaires et à mieux s'y préparer.
- Le ministre du Développement international a participé au sommet sur la garantie de marché COVAX « One World Protected » convoqué par Japon, en juin 2021. Il a annoncé notre engagement à verser 220 millions de dollars au Mécanisme COVAX. Aux côtés de ses homologues de l'Indonésie et de l'Éthiopie, le ministre du Développement international du Canada a également co-organisé les réunions du groupe de mobilisation de la garantie de marché COVAX en mai 2021, juillet 2021, octobre 2021 et mars 2022.

## VI. COVID-19 : La riposte et la reprise

En 2021-2022, les dépenses totales du Canada en matière de santé mondiale comprennent des investissements destinés à lutter contre la pandémie de COVID-19. En 2020-2021 et 2021-2022, AMC a reçu un financement supplémentaire ponctuel pour les activités entourant la pandémie de COVID-19. Ce financement n'est pas inclus dans la méthode de suivi financier de l'Engagement de 10 ans. Il s'agit cependant d'un élément clé du travail de leadership du Canada en matière de santé mondiale, qui a eu des répercussions importantes sur le paysage de la santé mondiale en 2021-2022.

L'émergence de la COVID-19 a mis en évidence la nécessité de renforcer et d'honorer les engagements conjoints pris par la communauté internationale en vue de consolider les systèmes de santé et de renforcer les capacités de prévention, de détection, de planification d'urgence et de préparation dans le monde entier. Nous nous sommes engagés à collaborer avec d'autres pays et partenaires dans le secteur de la santé mondiale afin de mettre à profit les enseignements tirés de la pandémie de COVID-19.

### Riposte mondiale à la pandémie de la COVID-19 par l'intermédiaire de l'Accélérateur ACT

Le Dispositif pour accélérer l'accès aux outils de lutte contre la COVID-19 (l'Accélérateur ACT) marque un degré d'engagement et d'investissement sans précédent pour le programme d'aide internationale du Canada. Au cours de 2021-2022, nous avons joué un rôle de premier plan dans cet effort mondial.

- Le ministre a participé au Conseil de facilitation de l'Accélérateur ACT
- Le ministre a participé à l'événement de lancement de la mobilisation des ressources de l'Accélérateur ACT (février 2022).
- Le ministre a coprésidé le Groupe de mobilisation de la Garantie de marché du Mécanisme d'accès mondial au vaccin contre la COVID-19 (COVAX), la branche de COVAX qui aide 92 pays à revenu faible et moyen inférieur à bénéficier d'un accès équitable aux vaccins.

Nous avons également été l'un des principaux contributeurs financiers de l'Accélérateur ACT. Entre le début de la pandémie et mars 2022, nous avons annoncé une série d'engagements financiers totalisant



plus de 1,3 milliard de dollars en nouvelles ressources pour les partenaires de l'Accélérateur ACT. Ces investissements dans l'Accélérateur ACT ont contribué à accroître l'accès des pays en développement aux tests, traitements et vaccins contre la COVID-19. Ils se poursuivront tout au long de 2022 et jusqu'en 2023.

En collaboration avec d'autres parties prenantes, le soutien du Canada aux partenaires de l'Accélérateur ACT a permis d'obtenir des résultats notables. En voici quelques-uns :

- Expédition de plus de 1,4 milliard de doses de vaccins à 145 pays et territoires par l'intermédiaire du Mécanisme COVAX. On a envoyé plus de 1,2 milliard de ces doses à des participants à la garantie de marché COVAX à revenu faible et à revenu moyen-inférieur.
- Soutien aux activités de recherche et développement, ce qui a permis de donner accès à un portefeuille de 14 vaccins candidats contre la COVID-19 sur plusieurs plateformes technologiques.
- Approvisionnement de plus de 158,3 millions de tests pour la COVID-19 dans des pays à revenu relativement faible (PRRF) et des pays à revenu moyen-inférieur (PRMI) et de plus de 30,4 millions de comprimés de dexaméthone dans 47 pays.
- Plus de 120 pays ont reçu un soutien technique et opérationnel de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et de l'UNICEF concernant l'utilisation de génératrices, de concentrateurs et de bouteilles d'oxygène et d'infrastructures vitales, et environ 70 PRRF et PRMI ont reçu un financement de 560 millions de dollars par l'entremise du mécanisme de réponse à la COVID-19 du Fonds mondial pour l'achat et l'utilisation de fournitures liées à l'oxygène.
- Mise au point du premier système de « mini-usine d'oxygène » (*Plant-in-a-Box*), qui produit de grands volumes d'oxygène de qualité médicale dans des environnements à faibles ressources. Avec le soutien du Canada, l'UNICEF a fourni 44 de ces mini-usines d'oxygène à 30 pays.

Nous avons versé 100 millions de dollars à l'OMS pour la mise en place du Système de santé et connecteur de réponse de l'Accélérateur ACT. Ce financement a permis d'aider 73 pays à détecter et à éliminer les goulets d'étranglement des systèmes de santé qui entravent le déploiement efficace des outils de lutte contre la COVID-19.

### Efforts de prévention, de préparation et de riposte face aux pandémies

Plusieurs enseignements ont été tirés de la pandémie de COVID-19, et nous nous sommes dorénavant engagés à les mettre en pratique à l'avenir. En premier lieu, la communauté mondiale doit s'efforcer de préserver les gains déjà acquis et contribuer à freiner les reculs constatés dans les efforts visant l'atteinte des ODD, en assurant un financement constant, pendant et après la pandémie. L'Engagement de 10 ans du Canada a contribué à cet effort car, pendant toute la durée de la pandémie, il a fourni un financement constant pour les services de santé essentiels, y compris les services liés à la SDSR.

En second lieu, les principaux organes chargés de dresser un bilan de la pandémie de COVID-19, dont le Groupe indépendant sur la préparation et la riposte à la pandémie et le Groupe indépendant de haut niveau chargé du financement du patrimoine mondial pour la préparation et la riposte aux pandémies du G20, ont publié leurs rapports respectifs en 2021. Ils ont formulé des recommandations importantes concernant le renforcement de la prévention, de la préparation et de la riposte aux pandémies. Nous continuons de participer aux discussions multilatérales à ce sujet, notamment au sein du G7, du G20, de l'OMS et de l'Assemblée générale des Nations Unies. Nous continuerons à œuvrer pour que ces tribunes tiennent compte des priorités canadiennes.



## VII. Transparence, participation et apprentissage

Conformément au cadre de responsabilisation pour l'Engagement de 10 ans, le gouvernement du Canada s'est engagé à faire preuve d'une transparence et d'une responsabilité sans précédent à l'égard des parties prenantes. Par l'entremise du rapport sur l'Engagement de 10 ans et de l'atelier pour les parties prenantes, nous mettons à disposition des informations fiables sur l'Engagement de 10 ans et nous interagissons avec les parties prenantes et le public canadien sur la manière d'accroître notre impact sur les résultats en matière de santé mondiale.

### Renforcement des capacités internes

En 2020-2021, AMC a continué à renforcer les capacités internes pour réaliser l'Engagement de 10 ans et s'assurer de la justesse de notre programmation. Le personnel a régulièrement été invité à participer à des ateliers sur les questions suivantes :

- Le codage de projet dans le cadre de l'Engagement de 10 ans
- Formation aux indicateurs de rendement clé de l'Engagement de 10 ans
- La programmation en matière de SDSR, y compris l'élaboration et la diffusion de notes d'orientation sur la programmation dans les domaines négligés de la SDSR.

### Premier atelier à l'intention des parties prenantes en février 2023

Cet événement visait à examiner les progrès réalisés au cours de la première année de mise en œuvre de l'Engagement de 10 ans (2020-2021) et à discuter des défis et des possibilités liés à la mise en œuvre de l'Engagement de 10 ans. L'événement, qui a eu lieu en personne, a rassemblé environ 50 représentants (niveau de direction ou de gestion) d'OSC du Canada, qui sont des partenaires en santé mondiale (notamment en SDSR), ainsi que des fonctionnaires d'AMC de plusieurs directions générales.

Les participants ont relevé les domaines dans lesquels AMC et les OSC du Canada pourraient collaborer pour faire progresser l'Engagement de 10 ans. En voici quelques exemples :

- Collaboration approfondie pour le renforcement des systèmes de santé (RSS) entre AMC et les OSC du Canada, compte tenu de l'expertise des OSC du Canada en matière de RSS.
- Poursuite des échanges d'expériences entre AMC et ses partenaires en matière de suivi et d'évaluation afin de raconter collectivement l'histoire des résultats de l'Engagement de 10 ans.
- Collaboration accrue entre AMC et les parties prenantes afin de trouver des points d'entrée pour soutenir les promoteurs des droits des femmes et des jeunes à l'échelle locale et pour collaborer avec eux.
- Meilleure utilisation de la recherche pour éclairer la programmation en vue d'utiliser davantage des approches fondées sur des données probantes pour l'élaboration des programmes dans le secteur de la santé mondiale et de mieux comprendre les différents dans lesquels ces programmes s'inscrivent.



## Informations publiques sur les dépenses du Canada dans le secteur de la santé mondiale

- Le [Rapport statistique sur l'aide internationale](#) du Canada est un rapport annuel obligatoire présenté au Parlement en vertu de la [Loi sur la responsabilité en matière d'aide au développement officielle](#). Ce rapport constitue une source unique de statistiques sur les dépenses d'aide internationale pour l'ensemble du Canada, dont l'aide au développement officielle (ADO) et d'autres formes d'aide officielle.
- Le site [Web AMCOuvert](#) permet d'accéder aux données et aux informations d'AMC, y compris sur notre aide internationale, et plus encore.
- La [Banque de projets](#) d'AMC est un outil interactif qui vous permet d'effectuer une recherche parmi les projets internationaux d'AMC et de télécharger des informations sous forme de fichiers de données ouvertes.
- La [page Web du gouvernement du Canada sur l'Engagement de 10 ans](#) est mise à jour avec des informations nouvelles ou en cours d'élaboration afin d'encourager la transparence et la reddition de compte vis-à-vis du public et de la communauté en ce qui concerne l'Engagement de 10 ans.

## VIII. Regard vers l'avenir

L'Engagement de 10 ans est ambitieux par sa portée, son ampleur (1,4 milliard de dollars par an) et sa durée (jusqu'en 2030). Il témoigne du leadership constant du Canada en matière de santé mondiale. Comme le démontre ce rapport, nous sommes en bonne voie d'augmenter les investissements afin d'atteindre l'objectif d'investir en moyenne 1,4 milliard de dollars par année d'ici 2023-2024 avec 700 millions de dollars par année dans la SDSR d'ici 2023-2024. De plus, il augmente ses investissements annuels dans les domaines négligés de la SDSR.

Pour atteindre ces objectifs, nous continuerons à jouer un rôle de chef de file et de défenseur sur la scène mondiale. Nous ferons progresser nos priorités mondiales en matière de santé et de nutrition grâce à une participation active aux tribunes multilatérales, notamment le G7, le G20 et l'ONU, où le Canada plaidera en faveur d'engagements forts en matière de SDSR et d'égalité entre les genres. Nous poursuivrons également nos efforts de sensibilisation auprès des principales parties prenantes internationales, nationales et régionales.

Comme toujours, les femmes et les filles sont au centre de tout ce que nous faisons. Dans le contexte d'un recul mondial croissant des droits des femmes et de leur autonomie corporelle, nous continuerons d'accroître son soutien et d'accorder la priorité aux activités dans les domaines négligés de la SDSR, notamment en s'associant à ses partenaires canadiens du secteur de la santé pour améliorer la qualité des services de santé intégrés destinés aux femmes, aux adolescents et aux enfants, ainsi que l'accès à ces services.



En interne, AMC continuera de sensibiliser le personnel à tous les niveaux au sujet de l'Engagement de 10 ans, en mettant l'accent sur les domaines négligés de la SDSR. Cela se fera en partie en continuant à investir dans des outils et des formations (notamment en ce qui concerne le codage) qui permettront d'obtenir des programmes efficaces. Cela permettra également d'assurer l'augmentation des investissements dans la santé mondiale et la SDSR tout en gérant les pressions concurrentes.

Nous sommes plus que jamais attachés à la transparence et à la responsabilisation à l'égard de ses parties prenantes. Nous continuerons de communiquer les progrès accomplis dans le cadre de l'Engagement de 10 ans au moyen de rapports annuels, qui constituent un élément clé du cadre de responsabilisation pour l'Engagement de 10 ans. En outre, nous discuterons du contenu de ce rapport avec les parties prenantes à l'occasion du deuxième événement annuel que nous organiserons pour elles à l'automne 2023. Cet événement sera une autre occasion précieuse de discuter des progrès, des défis et des occasions à saisir dans le contexte de la mise en œuvre de l'Engagement de 10 ans.

Alors que le monde est en train de récupérer après la pandémie de COVID-19 et de mettre en place des mesures de prévention, de préparation et de riposte pour faire face aux futures urgences sanitaires, nous continuerons de travailler avec nos partenaires et avec l'ensemble de la communauté internationale pour préserver les acquis et éviter tout nouveau recul des progrès réalisés à l'égard des objectifs de développement durable. Pour ce faire, nous assurerons un financement constant, après la pandémie comme il l'a fait pendant. Il s'agira notamment de mettre l'accent sur le renforcement des systèmes de santé pour les rendre équitables et résilients, de sorte qu'ils puissent servir de pierres d'assise pour la prestation des soins de santé essentiels et jouer leur rôle de première ligne de défense contre les futures pandémies.



## Annexe I - Dépenses totales ajustées de 2020-2021

À la suite des ajustements apportés à la méthode de calcul, les totaux des dépenses de l'exercice financier 2020-2021 incluent désormais le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) et les projets de prévention de la violence sexuelle et fondée sur le genre et la réponse face à celle-ci (VSFG) et la réponse à celle-ci dans les domaines négligés. Voici la version actualisée des montants indiqués dans le rapport 2020-2021.

- Dépenses totales au titre de l'Engagement de 10 ans : 1,25 M\$
- Dépenses en SDRS : 495,9 M\$
- Dépenses dans les domaines négligés : 170,9 M\$
  - Avortement sûr et soins post-avortement : 1,89 M\$
  - Éducation complète à la sexualité : 5,36 M\$
  - Planification familiale et contraception : 49,46 M\$
  - Promotion en matière de SDRS : 47,3 M\$
  - Prévention de la VSFG et la réponse à celle-ci: 66,86 M\$



## Annexe II - Résultats des efforts multilatéraux

**Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) :** Lors de la réunion annuelle du conseil d'administration du FNUAP 2021, le FNUAP a annoncé avoir partiellement atteint les résultats escomptés en ce qui concerne : (a) l'élaboration de politiques de santé sexuelle et reproductive accordant la priorité aux populations les plus défavorisées et (b) la distribution de produits de santé sexuelle et reproductive. En raison de la pandémie, plusieurs pays n'ont pas été en mesure d'accorder la priorité aux activités liées aux indicateurs d'état d'avancement des politiques et des systèmes relatifs aux stratégies de gestion de l'offre et aux plans d'action en matière de santé sexuelle et reproductive.

**Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) :** L'UNICEF a réalisé des progrès considérables dans divers aspects du bien-être mondial et du développement durable, au bénéfice de millions d'enfants et d'adolescents dans le monde. Ses efforts consistent notamment à fournir des services essentiels à quelque 336 millions d'enfants, à prévenir la malnutrition, à assurer l'éducation des enfants non scolarisés et à soutenir des programmes de développement des compétences dans 91 pays. Dans le contexte de la pandémie de COVID-19, l'UNICEF a joué un rôle essentiel en tant que coordinateur de l'approvisionnement pour le Mécanisme COVAX. Son travail a permis la distribution de 958 millions de vaccins contre la COVID-19 à 144 pays, assurant ainsi un accès équitable aux vaccins dans le monde entier.

**Gavi, l'Alliance du vaccin (Gavi) :** Nous avons milité en faveur de l'amélioration des activités de coordination, des services et des mécanismes de soutien entourant la livraison et la distribution de vaccins dans les pays pour les plus pauvres et les plus vulnérables, et il y a consacré un financement particulier. En décembre 2021, avec le soutien du Canada en tant que membre, le conseil d'administration a créé le Comité directeur temporaire pour le soutien à la vaccination, l'organe de supervision du Partenariat pour la vaccination contre la COVID-19. Le Partenariat pour la vaccination contre la COVID-19 a joué un rôle essentiel en apportant un soutien supplémentaire et ciblé aux pays qui accusaient un retard dans la vaccination contre la COVID-19 et aux pays confrontés à de graves problèmes humanitaires. Pour s'assurer que les voix des OSC cruciales soient entendues et que ces organisations bénéficient équitablement du financement consacré à la distribution des vaccins, le Canada a également été un ardent défenseur de la nouvelle approche de Gavi en matière de mobilisation de la société civile et des collectivités, qui a été approuvée par le conseil d'administration. Il est important de noter que cette nouvelle approche reconnaît que les OSC sont en meilleure posture pour éliminer les obstacles à la vaccination liés au sexe (une priorité stratégique pour le Canada) et pour atteindre les enfants et les collectivités négligées, en particulier dans les régions fragiles et touchées par des conflits, hors de portée des gouvernements. Le Canada a également joué un rôle déterminant, en collaborant avec Gavi à l'élaboration d'une stratégie pour le lancement et l'introduction de la vaccination contre le virus du papillome humain (VPH) et en fournissant une contribution réservée à cet effet pendant la période de financement.

**Mécanisme de financement mondial pour les femmes, les enfants et les adolescents (connu par son acronyme en anglais GFF) :** En tant que membre du conseil d'administration du GFF, nous avons continué de promouvoir l'égalité des genres et la SDR en tant que priorités essentielles pour le GFF. Nous avons joué un rôle influent dans l'élaboration de la stratégie institutionnelle du GFF pour la période 2021-2025, en plaidant pour que l'équité entre les genres soit au cœur de la stratégie et que la SDR en soit une composante essentielle. Nous avons également plaidé pour que le GFF se prononce plus vigoureusement en faveur de la SDR sur la scène publique. Cela a conduit au lancement du plan



d'accélération de la SDSR du GFF à l'occasion du Forum Génération Égalité en 2021. Nous avons été un fervent défenseur de l'inclusion du GFF dans le Dispositif pour accélérer l'accès aux outils de lutte contre la COVID-19 (l'Accélérateur ACT) en 2021, étant donné l'expertise du GFF dans le domaine de la santé des femmes, des enfants et des adolescents et sa capacité à mettre en lumière les répercussions disproportionnées de la pandémie sur les femmes et les enfants. Au cours de 2021-2022, nous avons fourni 50 millions de dollars au titre de l'Accélérateur ACT en soutien aux subventions du GFF pour les services de santé essentiels (SSE) dans le cadre de la pandémie de COVID-19. Grâce à ce financement, en 2021-2022, le GFF a distribué à 18 pays 292 millions de dollars en subventions pour les SSE.

Le Canada a aussi co-organisé la campagne de mobilisation des ressources du GFF 2021-2022, qui a permis de recueillir 570 millions de dollars. À ce titre, nous avons contribué à mieux faire connaître le travail du GFF et à faire en sorte que l'organisation puisse continuer à s'acquitter de sa mission principale tout en répondant aux nouveaux besoins découlant de la pandémie de COVID-19. Nous avons également assuré la coprésidence du groupe d'investisseurs multisectoriels du GFF de 2020 à 2022. Nous avons ainsi pu promouvoir efficacement l'importance de l'équité et l'amélioration de la déclaration regroupée.

**Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme (Fonds mondial) :** Par notre rôle au sein du conseil de gouvernance du Fonds mondial au cours de 2021-2022, nous avons contribué à faire en sorte que l'équité en matière de santé, l'égalité des genres et les droits de la personne soient intégrés dans la nouvelle stratégie 2023-2028 du Fonds mondial. Grâce à nos interventions déterminées et à celles des membres du conseil partageant les mêmes idées que lui lors des travaux du conseil et des comités, le conseil a approuvé une stratégie 2023-2028 comportant un nouvel objectif stratégique : accroître l'équité en santé, l'égalité des genres et les droits de la personne, en mettant l'accent sur des systèmes de santé résilients et durables, décrits comme un fondement essentiel pour une couverture sanitaire universelle.

**Initiative mondiale pour l'éradication de la poliomyélite (IMEP) :** En tant que représentant des donateurs souverains au Conseil de surveillance de la poliomyélite, nous avons travaillé avec l'IMEP et d'autres donateurs pour maximiser l'efficacité de sa gouvernance et renforcer la responsabilisation à l'égard de la mise en œuvre du programme. Nous avons veillé à ce que l'égalité entre les genres demeure une priorité du programme. En conséquence, l'IMEP a pris des mesures décisives pour renforcer l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble du programme, notamment en créant un groupe chargé de l'intégration de la dimension de genre, en introduisant des indicateurs de rendement clé liés au genre et en veillant à ce qu'un budget distinct soit mis en place pour les activités d'intégration de la dimension de genre. Nous avons également souligné l'importance d'intégrer davantage l'éradication de la poliomyélite dans un ensemble plus large de services de santé afin de tirer le meilleur parti des ressources limitées et d'augmenter le taux de vaccination dans les situations où les vaccins sont rares. Cela s'est traduit par un partenariat plus délibéré avec les services de vaccination essentiels et une coordination avec des pans plus vastes des secteurs de la santé, de l'aide humanitaire et de l'assainissement.

